

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIÈRE
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

| Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonces diverses

COMPAGNIE FINANCIERE D'ORANGE BANK

Société anonyme au capital de 1 138 000 000 €
Siège social : 111, quai du Président Roosevelt - 92130 Issy-Les-Moulineaux
819 398 660 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2024

A. – Comptes sociaux au 31 décembre 2023**I. – Bilan**

(En milliers d'euros.)

Actif	2023	2022
Caisse, banques centrales	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Créances sur les établissements de crédits	0	0
Opérations avec la clientèle	7 092	5 931
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	-	-
Parts dans les entreprises liées	0	333 000
Immobilisations incorporelles	-	-
Immobilisations corporelles	-	-
Autres actifs	-	4 568
Comptes de régularisation	-	-
Total - actif	7 092	343 499

Passif	2023	2022
Banques centrales	-	-
Dettes envers les établissements de crédits	0	0
Opérations avec la clientèle	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Autres passifs	746	5 681
Comptes de régularisation	-	-
Provisions pour risques et charges	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Capital souscrit	888 000	688 000
Primes d'émission	173 913	173 913
Réserves	-	-
Provisions réglementées - subventions d'investissement	-	-
Report à nouveau	-524 095	-175 328
Résultat de l'exercice	-531 472	-348 767
Total - passif	7 092	343 499

Hors-bilan

(Néant)

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Intérêts et Produits assimilés	-	-
Intérêts et Charges assimilées	-	-
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	-	-

Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Charges sur opérations de location simple	-	-
Revenus des titres à revenu variable	-	-
Commissions (produits)	-0	-
Commissions (charges)	-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	222	-
Autres charges d'exploitation bancaire	-	-
Produit net bancaire	221	-
Charges générales d'exploitation	-693	-767
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-	-
Résultat brut d'exploitation bancaire	-472	-767
Coût du risque	-	-
Résultat d'exploitation	-472	-767
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-531 000	-348 000
Résultat courant avant impôt	-531 472	-348 767
Résultat exceptionnel	-	-
Impôt sur les bénéfices	-	-
Résultat net	-531 472	-348 767

III. – Annexe aux comptes sociaux

Objet social

Conformément aux statuts, la société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- à titre principal, l'acquisition, la détention et la cession des Titres de la société dénommée Orange Bank, société anonyme dont le siège social est situé 67 rue Robespierre, 93100 Montreuil, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés sous le numéro unique d'identification 572 043 800 R.C.S. Bobigny et de toute entité dont l'objet concourt à la réalisation de l'objet social de Orange Bank ;
- ainsi que, plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, en tout ou partie, à l'un quelconque des domaines visés ci-avant, ou pouvant en favoriser la réalisation, l'extension ou le développement.

Siège social

Le siège de la société est fixé au 111, quai du Président Roosevelt, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la Compagnie Financière d'Orange Bank (ci-après « la CFOB ») au 31 décembre 2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

La CFOB établit des comptes consolidés. L'établissement ne dispose pas de personnel rémunéré.

Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2023.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2023 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

Faits marquants 2023

Le capital de la CFOB a évolué de la façon suivante :

En date du 20 juin 2023, a été réalisée une augmentation de capital de cent (100) millions d'euros, intégralement souscrite par le groupe Orange (via Orange Participations), conformément aux décisions de l'Assemblée générale tenue le 30 mai 2023.

En date du 22 décembre, a été réalisée une augmentation de capital de cent (100) millions d'euros, intégralement souscrite par le groupe Orange (via Orange Participations), conformément aux décisions de l'Assemblée générale tenue le 21 décembre 2023.

Au 31 décembre 2023, le capital social de la société, sur la base du nombre d'actions émises à cette date, s'établit à huit cent quatre-vingt-huit (888) millions d'euros, divisé en huit cent quatre-vingt-huit (888) millions d'actions ordinaires d'un nominal de 1 euro. Le capital est détenu à 100 % par le groupe Orange, via Orange Participations.

Concomitamment à ses propres augmentations de capital, la CFOB a souscrit à l'augmentation de capital d'Orange Bank en date du 20 juin 2023, pour un montant de quatre-vingt-dix-huit (98) millions d'euros et en date du 22 décembre pour un montant de cent (100) millions d'euros.

Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, la CFOB prend acte de la situation au 31 décembre 2023. Cette situation fera l'objet d'échanges avec ses actionnaires dans un calendrier compatible avec les obligations légales de recapitalisation.

Evolutions en matière d'exigence prudentielle

Cette exigence s'applique à la CFOB sur base consolidée en sa qualité de holding de Orange Bank et de sa filiale Anytime. Pour information, l'exigence prudentielle au titre du ratio de solvabilité sur base consolidée a été portée à 15,5 % en avril 2023 et a été stabilisée à ce niveau sur l'année 2023. A noter que le ratio de fonds propres de la CFOB au 31 décembre 2023 s'élève à 20,36 %.

De façon prospective, les exigences totales de fonds propres de la CFOB consolidé en 2024 s'établissent comme suit :

- Au 2 janvier 2024 : 16 % (hausse de 0,5 % liée au coussin contracyclique) ;
- Au 31 décembre 2024 : 16 % (Inchangé).

Par ailleurs, dans le cadre de l'introduction du Pilier 2 Liquidité, l'ACPR indique également l'intention d'imposer à CFOB à partir du 1^{er} janvier 2024 de disposer à tout moment de liquidités permettant de couvrir 40 % des dépôts comptabilisés dans ses livres. La couverture peut être constituée de liquidités classiquement éligibles au LCR (trésorerie disponible, titres de niveau 1) (...), mais aussi de lignes de liquidité confirmées, mobilisables et contractualisées auprès de l'actionnaire ou d'autres banques (ce qui est un traitement exceptionnel).

Intégration fiscale

La Compagnie Financière d'Orange Bank est intégrée fiscalement à Orange SA depuis le 1^{er} janvier 2022.

Poursuite du conflit entre la Russie et l'Ukraine

Ce conflit qui a commencé en 2022 n'a pas eu d'impact sur l'évaluation des éléments de bilan au 31 décembre 2023. En effet, Orange Bank n'a pas d'exposition au Rouble ou au Hryvnia. Orange Bank n'a pas investi dans des titres russes ou ukrainiens. Le nombre de clients d'Orange Bank appartenant à l'une des deux nationalités est également excessivement limité.

Impact de la hausse des taux

La hausse des taux d'intérêt a été sans impact sur les comptes de la CFOB qui n'est pas exposée à cette évolution.

Réflexion stratégique en cours sur l'avenir de la société et événements post-clôture

Le 28 juin 2023, Orange SA, actionnaire de contrôle ultime de la Société a exprimé son intention de se retirer du marché de la banque de détail en France et en Espagne. Cette intention ayant été approuvée par le Conseil d'administration de Orange Bank du 15 février 2024, la mise en œuvre de cette décision et l'extinction des activités impliqueront la fin de l'activité de la CFOB d'ici 2026.

Le 22 février 2024, le groupe Orange (via Orange Participations) a souscrit à l'augmentation de capital de la CFOB de deux cent cinquante (250) millions d'euros, conformément aux décisions de l'Assemblée générale tenue le 21 février 2024.

Concomitamment à cette augmentation de capital, la CFOB a souscrit à une augmentation de capital d'Orange Bank pour un montant de deux cent quarante-huit (248) millions d'euros.

Créances sur les établissements de crédit

Ce poste correspond au compte Nostri ouvert dans les livres d'un établissement financier. Ce compte fait l'objet d'une centralisation de trésorerie sur un compte courant d'associé ouvert dans les livres de Orange SA (« cash pooling »).

Opérations avec la clientèle

Il s'agit du compte courant d'associé ouvert dans les livres de Orange SA, utilisé pour la centralisation de trésorerie de la société.

Parts dans les entreprises liées

Il s'agit des titres de participation Orange Bank détenus à 100 % par CFOB. Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Jusqu'au 31 décembre 2022, la Compagnie Financière d'Orange Bank a procédé à un test de dépréciation sur la participation détenue dans Orange Bank en comparant le coût d'acquisition des titres à leur valeur d'utilité estimée à la date de clôture.

A fin 2023, compte-tenu de l'intention d'Orange de se retirer du marché de la banque et des travaux en cours pour mener ce projet à son terme, il a été estimé que la valeur d'utilité des titres d'Orange Bank était nulle et donc de les déprécier en totalité dans les comptes 2023 de la CFOB.

(En milliers d'euros.)	2022	2023			
		Augmentation (acquisitions & dotations)	Diminution (cessions & reprises)	Autres mouvements	Total
Titres de participations et parts dans les entreprises liées					
Valeur brute	1 349 950	198 000	-	-	1 547 950
Provisions	-1 016 950	-531 000	-	-	-1 547 950
Total en valeurs nettes au bilan	333 000	-333 000	-	-	0

Autres actifs

Néant au 31 décembre 2023.

Jusqu'au 31 décembre 2022, ce poste portait sur des créances d'Orange Bank vis-à-vis de l'administration fiscale portées par le groupe d'intégration fiscale CFOB.

A partir de 2023, ces créances ont été reprises dans les comptes d'Orange Bank qui en assurera directement le recouvrement auprès de l'administration fiscale.

Autres passifs

Ce poste regroupe essentiellement la refacturation des frais de gestion administrative assurée par Orange Bank, ainsi que des factures à recevoir des commissaires aux comptes.

En 2022, il comprenait le solde du compte-courant d'intégration fiscale d'Orange Bank.

Commissions

Ce sont les commissions diverses payées aux correspondants bancaires.

Autres produits d'exploitation bancaire

Ce poste porte un produit d'intérêt de 222 milliers d'euros en 2023 sur le compte courant d'associé ouvert chez Orange SA. En 2022, une charge de 97 milliers d'euros a été intégrée dans les frais généraux.

Frais Généraux

Ce poste regroupe les frais administratifs refacturés par Orange Bank, les honoraires d'audit des commissaires aux comptes, divers frais juridiques et différentes cotisations professionnelles.

Titres de participations

(En milliers d'euros.)	Capital	Autres éléments des capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
Filiales (détenues à plus de 50 %) Orange Bank- (1) Moins une action	1 115 666 k €	-428 400 k €	(1) 100 %	-360 763 k €
Participations (détenues entre 10 % et 50 %)	-	-	-	-
<i>(1) Une action est détenue par Orange Participations</i>				

Renseignements sur les filiales

(En milliers d'euros.)	Valeur Comptable Brute	Valeur Comptable nette	Montants des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
Filiales détenues à plus de 50 % Participations détenues entre 10 % & 50 % - Autres filiales françaises - Autres filiales étrangères - Autres participations françaises - Autres participations étrangères	1 547 950 k €	0 k €			

Ventilation Actifs et Passifs (en milliers d'euros)**2023**

Actifs	Montants bruts	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Opérations avec la clientèle	7 092	7 092	-
Autres créances	-	-	-

Passifs	Montants bruts	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Autres Passifs	746	746	-

2022

Actifs	Montants bruts	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Opérations avec la clientèle	5 931	5 931	-
Autres créances	4 568	-	4 568

Passifs	Montants bruts	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Autres Passifs	5 681	1 113	4 568

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des Commissaires aux Comptes s'élève à 100,6 milliers d'euros, répartis à parts égales entre les cabinets Deloitte et KPMG.

IV. – Affectation du résultat

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels décide d'affecter la perte de l'exercice d'un montant de 531 471 612,17 euros au compte report à nouveau.

Conformément à la loi, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été versé au titre des trois derniers exercices.

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons établi en date du 15 mai 2024 un rapport dit « de carence » dans lequel nous vous signalons que nos rapports n'avaient pas pu être mis à votre disposition dans le délai prescrit par l'article R. 225-89 du Code de commerce, certaines informations et éléments nécessaires à leur établissement nous ayant été communiqués tardivement.

Nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes annuels.

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Compagnie Financière d'Orange Bank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre société porte à son bilan les titres de capital d'Orange Bank. Comme indiqué dans le paragraphe « Parts dans les entreprises liées » de l'annexe aux comptes annuels, ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'un test de dépréciation à la clôture en référence à leur valeur d'utilité estimée à cette date. Nous avons apprécié l'estimation de la valeur d'utilité des titres d'Orange Bank retenue par la société au 31 décembre 2023 et nous nous sommes assurés qu'elle faisait l'objet d'une information appropriée dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 29 mai 2024
Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Guillaume MABILLE

Deloitte & Associés
Charlotte VANDEPUTTE

B. – Comptes consolidés

I. – Bilan consolidé

(En milliers d'euros.)

Actif	Note	2023	2022
Caisse et banques centrales	5.1	712 782	87 382
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2	10 050	10 231
Dont actifs financiers détenus à des fins de transaction		1 402	2 195
Dont autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		8 648	8 036
Instruments financiers dérivés de couverture	5.3	68 975	113 328
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.5	45 197	300 825
Actifs financiers au coût amorti	5.7	2 781 229	3 068 525
Dont prêts et créances sur les établissements de crédit		176 932	237 537
Dont prêts et créances sur la clientèle		2 379 692	2 520 575
Dont titres de dette		224 606	310 412
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5.3	-	-
Actifs d'impôts courants et différés	8	6 729	7 298
Comptes de régularisation et actifs divers	5.9	106 137	165 157
Immobilisations corporelles	9	28 466	34 630
Immobilisations incorporelles	10	21 792	49 644
Total de l'actif		3 781 356	3 837 020

Passif	Note	2023	2022
Banques centrales	5.1	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2	639	960
Dont passifs financiers détenus à des fins de transaction		639	960
Dont passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments financiers dérivés de couverture	5.3	18 728	61 421
Passifs financiers au coût amorti	5.7	3 028 883	2 926 033
Dont dettes envers les établissements de crédit et assimilés		214 994	824 675
Dont dettes envers la clientèle		2 594 754	1 776 471
Dont dettes représentées par un titre		219 135	324 886
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		46 865	85 047
Passifs d'impôts courants et différés	8	6 721	7 298
Comptes de régularisation et passifs divers	5.9	177 128	265 349
Provisions	5.8	131 318	12 875
Dettes subordonnées	5.7	27 633	27 633
Capitaux propres			
Capital, primes d'émission et réserves liées		1 061 913	861 913
Réserves consolidées		-421 385	-233 647
Résultat de la période		-302 850	-187 738
Sous-total		337 679	440 529
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	5.5	5 762	9 876
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		343 441	450 405
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Total capitaux propres		343 441	450 405
Total du passif		3 781 356	3 837 020

II. – Compte de résultat consolidé

(En milliers d'euros.)	Note	2023	2022
Intérêts et produits assimilés	6.1	172 339	93 866
Dont charges d'intérêts sur swaps de macrocouverture		-	-
Dont charges d'intérêts sur swaps de microcouverture		-	-
Intérêts et charges assimilées	6.1	-66 440	-10 507
Produits de commissions	6.2	102 962	91 496
Charges de commissions	6.2	-67 706	-52 926
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	5.4	-1 826	2 295
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.5	-	-
Gains (pertes) nets sur actifs disponibles à la vente		-	-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produits des autres activités	6.3	3 016	2 171
Charges des autres activités	6.3	-10 100	-16 367
Produit net bancaire		132 244	110 029
Charges de personnel	7.1	-190 956	-69 146
Autres charges générales d'exploitation	12	-121 648	-97 229
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	9 & 10	-65 512	-61 777
Résultat brut d'exploitation		-245 872	-118 124
Coût du risque	5.8	-56 863	-42 353
Résultat d'exploitation		-302 735	-160 476
Dépréciation des écarts d'acquisition		-	-28 400
Résultat avant impôts		-302 735	-188 876
Impôt sur les sociétés	8	-115	1 139
Résultat net de l'ensemble consolidé		-302 850	-187 738
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		-302 850	-187 738

(En euros.)	Note	2023	2022
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Résultat par action attribuable aux propriétaires de la société mère	11.3		
Résultat de base		-0,40	-0,34
Résultat dilué		-0,40	-0,34

III. – Tableau des variations des capitaux propres consolidés

(En milliers d'euros.)	Note	Attribuables aux propriétaires de la société mère					
		Nombre d'actions émises (En milliers.)	Capital social	Prime d'émission et réserve légale	Réserves et résultat	Autres éléments du résultat global	Total
Solde au 31 décembre 2022		688 000	688 000	173 913	-421 385	9 876	450 405
Regroupement d'actions		-	-	-	-	-	-
Autres		-	-	-	-	-	-
Résultat global consolidé		-	-	-	-302 850	-	-302 850
Augmentation de capital	11.1	200 000	200 000	-	-	-	200 000
Diminution de capital	11.1	-	-	-	-	-	-
Rémunération en actions		-	-	-	-	-	-
Distribution de dividendes	11.2	-	-	-	-	-	-
FTA	3.4	-	-	-	-	-	-

Actifs à la JV par capitaux propres	5.5	-	-	-	-	-4 114	-4 114
Solde au 31 décembre 2023		888 000	888 000	173 913	-724 235	5 762	343 441

IV. – Résultat global

(En milliers d'euros.)	Note	2023	2022
Résultat net de l'ensemble consolidé		-302 850	-187 738
Réévaluation du passif net des régimes à prestations définies		-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.5	-4 853	7 414
Impôts sur éléments recyclables ou recyclés en résultat		-	-
Eléments recyclables ou recyclés en résultat (a)		-4 853	7 414
Eléments non recyclables en résultat (b)	5.5	739	1 671
Autres éléments du résultat global de l'ensemble consolidé (a) + (b)		-4 114	9 085
Résultat global consolidé		-306 964	-178 653
Résultat global attribuable aux propriétaires de la société mère		-306 964	-178 653
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-

V. – Tableau des flux de trésorerie

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A) = (I) + (II) + (III)	416 355	-304 533
Résultat net (I)	-302 850	-187 738
Eléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)	191 502	81 216
Dotations nettes aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	65 518	61 511
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	125 992	20 875
Quote-part de bénéfice (pertes) du Groupe dans les sociétés mise en équivalence	-	-
Variation des impôts différés	-8	-1 171
Résultat net de cessions sur actifs financiers	-	-
Autres mouvements	-	-
Augmentation / diminution nettes des actifs / passifs opérationnels (III)	527 703	-198 011
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Opérations interbancaires	-695 375	-122 944
Opérations avec la clientèle	951 618	-261 483
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	218 968	36 575
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	52 491	149 840
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B)	-31 503	-6 545
Flux de trésorerie aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et aux participations	-	44 619
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-31 503	-51 164
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)	94 248	204 352
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	200 000	150 000
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-105 752	54 352
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A) + (B) + (C)	479 101	-106 727
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	479 101	-106 727
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	324 919	431 646
Caisses et banques centrales (actif)	87 382	303 238
Banques centrales (passif)	-	-
Comptes et prêts à vue avec les établissements de crédit (actif)	237 537	128 997
Comptes et emprunts à vue avec les établissements de crédit (passif)	-	-589
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	804 020	324 919
Caisses et banques centrales (actif)	712 782	87 382
Banques centrales (passif)	91 238	-
Comptes et prêts à vue avec les établissements de crédit (actif)	91 243	237 537

Comptes et emprunts à vue avec les établissements de crédit (passif)	-5	-
--	----	---

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités opérationnelles sont représentatives des flux liés à l'activité d'Orange Bank, du FCT Orange Bank Personal Loans 2020 et d'Anytime.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de la trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

VI. – Notes annexes aux comptes consolidés

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 24 avril 2024 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 30 mai 2024.

Orange Bank est émetteur de titres de créances négociables, à ce titre elle fait appel public à l'épargne. Le Groupe publie des comptes consolidés selon le référentiel IFRS en application des obligations légales.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Note 1. – Description du Groupe & faits marquants

1.1. – Description du Groupe

Le Groupe Compagnie Financière d'Orange Bank est constitué :

- de la Compagnie Financière d'Orange Bank, mère du Groupe, dont l'activité principale est de porter les titres d'Orange Bank ;
- d'Orange Bank, établissement de crédit, au service des particuliers, offrant des services bancaires sur mobile, des services bancaires « classiques » en France et en Espagne via sa succursale espagnole - Orange Bank Spain - ainsi qu'une activité de courtage pour l'assurance vol – casse des téléphones mobiles. Son offre est commercialisée par les réseaux de distribution des groupes Orange et Groupama et sur son propre espace de distribution digital, mobile ou web. L'activité auprès des entreprises a été stoppée en 2017 et est en gestion extinctive ; la production de crédits immobiliers a été stoppée en juin 2022. Ses activités sont soumises aux contrôles de la Banque Centrale Européenne (BCE) et de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) dans le cadre du Mécanisme de Supervision Unique (MSU). Ses activités de fourniture de services d'investissement sont soumises au contrôle de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) ;
- d'Anytime, société de droit belge acquise le 30 novembre 2020. Anytime est une néo-banque dédiée aux besoins des professionnels, des entreprises et des associations. ;
- du Fonds Commun de titrisation « FCT Orange Bank Personal Loans 2020 », à la suite de la réalisation le 29 octobre 2020 de la première opération de titrisation de la Banque, qui porte sur un portefeuille de prêts personnels français d'un montant initial de 594,6 millions d'euros originés par Orange Bank, ramené à 540,0 millions d'euros à fin décembre 2023.

1.2. – Faits marquants de l'exercice 2023

Evolutions du capital

L'évolution du capital de la Compagnie Financière d'Orange Bank est détaillée dans la note 11 – Capitaux propres.

Projet de cessation d'activité de la société

L'actionnaire de contrôle ultime de la Société, Orange SA, avait initié en novembre 2022 un projet de cession de contrôle d'Orange Bank. Des partenaires ont été recherchés jusqu'au printemps 2023 sans succès.

Le Conseil d'administration d'Orange Bank, lors de sa séance du 28 juin 2023, avait pris acte de l'intention de l'actionnaire de contrôle ultime de la Société, Orange SA, de se retirer progressivement du marché de la banque de détail en France et en Espagne.

En conséquence de cela, la Direction générale d'Orange Bank a initié le 13 septembre 2023 une procédure d'information-consultation auprès des instances représentatives du personnel avec un terme le 19 janvier 2024, sur un projet de cessation d'activités et ses conséquences sur l'organisation et sur l'emploi.

En parallèle, puisqu'était envisagée la fermeture de l'entreprise avec pour conséquence un projet de licenciements collectifs donnant lieu à la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde pour l'emploi ("PSE"), en application de la loi du 29 mars 2014 dite « Florange », Orange Bank a procédé à la recherche d'un repreneur potentiel.

La Direction générale indique que, le 13 décembre 2023, Ripplewood/Iris Financial a formulé une offre de reprise à Orange Bank qui a été présentée au Comité social et économique et au conseil d'administration lors de sa séance du 21 décembre 2023.

Après avoir réalisé une étude approfondie de l'offre, compte tenu des éléments présentés par la Direction générale et les conseils qui l'assistent, le Conseil d'administration a décidé en janvier 2024 de ne pas donner suite à cette offre de reprise de Ripplewood/Iris Financial en ce qu'elle ne présentait pas les garanties nécessaires et suffisantes pour la pérennité de l'activité d'Orange Bank et le maintien de l'emploi des collaborateurs Orange Bank.

Après avoir mené une procédure d'information-consultation de ses instances représentatives du personnel sur un projet de cessation d'activités et ses conséquences sur l'organisation et sur l'emploi, validée dans les délais requis, le 7 février 2024, par l'Administration du travail, le Conseil d'administration de Orange Bank du 15 février 2024, a acté l'autorisation d'exécuter le plan de retrait progressif (voir Evénements postérieurs à la clôture).

Lancement d'un plan de sauvegarde de l'emploi

L'information-consultation des instances représentatives du personnel entamée en septembre 2023 s'est achevée le 19 janvier 2024 et au 31 décembre 2023, les négociations menées par Orange Bank de son Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) se poursuivaient avec les Organisations Syndicales représentatives. Un accord collectif a été signé de façon unanime le 17 janvier 2024 et l'administration du travail a validé le PSE le 7 février 2024.

Le coût estimé du PSE a été provisionné dans les comptes 2023 de la Banque : il s'établit à 122 millions d'euros selon la dernière proposition connue au 31 décembre 2023 (proposition émise par la Direction générale du 19 décembre 2023).

Dépréciation du projet OneBank

Initié en 2021, le projet « One Bank » consistait à créer une plateforme technique commune entre la France et l'Espagne. Celle-ci devait permettre à terme de rationaliser les offres produits et l'organisation de la banque. En juillet 2023, après de nombreuses études, investissements et développements, le nouveau contexte a conduit la direction d'Orange Bank à décider une pause sélective de ce projet. A fin décembre 2023, le projet ayant été très largement stoppé depuis plus de six mois et alors qu'aucun démarrage n'est plus envisagé, il a été décidé de constater une perte de valeur de près de 42 millions d'euros sur les immobilisations constituées sur ce projet, montant correspondant à l'intégralité des immobilisations en cours sur le projet.

Informations sur la gestion du risque de crédit et de contrepartie

A fin décembre 2023, le coût du risque consolidé de la Compagnie Financière d'Orange Bank s'élève à 56,9 millions d'euros, dont 16,6 millions d'euros sur la France et 40,3 millions d'euros sur l'Espagne.

En France, le coût du risque se concentre principalement sur les comptes à vue (10,6 millions d'euros) du fait de l'augmentation des encours débiteurs. Les crédits à la consommation comptent eux pour 5,4 millions d'euros.

Sur l'Espagne, le coût du risque est essentiellement lié au produit Dolphin (financement de terminaux mobiles Orange Spain) qui représente 38,7 millions d'euros soit 6,19 % de l'encours moyen de l'année.

Au global sur l'année 2023, la qualité du portefeuille crédit est restée relativement stable avec un taux de défaut global qui est passé de 5,0 % fin 2022 à 5,9 % à fin 2023. Cette augmentation est principalement liée à une évolution du mix du portefeuille consécutive à l'arrêt des prêts immobiliers en 2022 et à l'augmentation de l'encours de crédits à la consommation (+53 % pour le Prêt Express en France et +11 % pour Dolphin en Espagne).

Fort développement de la collecte de dépôts via la plateforme Raisin

Au printemps 2022, afin de diversifier ses sources de financement, Orange Bank a initié un partenariat avec la plateforme allemande Raisin. Ce partenariat permet un accès au marché des particuliers allemands et hollandais. En 2023, la collecte a fortement progressé et l'encours de dépôts Raisin représente 1,2 milliards d'euros au 31 décembre 2023. Ce solde est constitué essentiellement de dépôts de maturité à 1 an.

Activité courante

En 2023, Orange Bank a poursuivi son activité au cours du premier semestre. Bien que les crédits immobiliers aient été stoppés depuis juin 2022, les autres activités de la Banque se sont poursuivies normalement. En particulier, Orange Bank a continué à octroyer des crédits à la consommation en France et en Espagne. Toutefois, sous l'effet de la concurrence

sur la rémunération des comptes à vue, les dépôts traditionnels de la clientèle se sont érodés. Cette baisse a été très largement compensée par la forte croissance des dépôts à terme collectés via la plateforme Raisin.

Mission d'inspection de l'ACPR

Au premier semestre 2023, l'APCR a réalisé une mission sur site chez Orange Bank. A date, la Banque demeure en attente de la lettre de suite. Pour autant, les constats partagés ne présentent pas d'enjeu pour les comptes d'Orange Bank.

Contrôle URSSAF

Le contrôle URSSAF s'est échelonné sur l'ensemble de l'année 2023. Le 22 décembre 2023, à l'issue des contrôles, l'URSSAF a notifié un redressement à Orange Bank de 174 milliers d'euros. Ce montant a fait l'objet d'une provision au 31 décembre 2023.

1.3. – Événements postérieurs à la clôture

Le 2 janvier 2024, l'activité auprès de la plateforme Raisin a été transférée de la succursale espagnole vers le siège en France.

Le 17 janvier 2024, les partenaires sociaux de la Banque ont signé de façon unanime le Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) avec la direction d'Orange Bank. Le coût global estimé de la version définitive du PSE s'établit à 131 millions d'euros. Le 7 février 2024, la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DRIETS) a validé le Plan de Sauvegarde de l'Emploi d'Orange Bank.

Le 15 février 2024, le conseil d'administration d'Orange Bank a validé le plan d'extinction de la Banque.

Le 22 février 2024, la Compagnie Financière d'Orange Bank a procédé à une augmentation de capital de 250 millions d'euros intégralement souscrite par la Orange Participations, conformément aux décisions de l'Assemblée générale tenue le 21 février 2024.

Dans le cadre de l'extinction de son activité, Orange Bank a conclu le 16 février 2024 avec BNP Paribas, un accord de négociations exclusives portant sur une solution permettant d'offrir aux clients d'Orange Bank en France une alternative à la résiliation de leur relation bancaire, en leur permettant d'être introduits auprès d'un établissement bancaire tiers, à des conditions négociées.

Indépendamment, des négociations se poursuivent en Espagne quant à la cession de l'activité bancaire (banque au quotidien). Le 26 mars 2024, la succursale en Espagne de Orange Bank a signé la cession de l'ensemble de ses portefeuilles de crédits (cession des portefeuilles « Dolphin » réalisée à fin mars 2024 et cession des prêts à la consommation prévue à fin mai 2024). Les conditions de cession négociées ne font pas ressortir de moins-value latente significative sur ces portefeuilles.

Note 2. – Informations sectorielles et géographiques

Le Groupe est géré sur une base reflétant à la fois ses métiers et la répartition géographique de ses activités. D'un point de vue métier, l'activité du Groupe n'est constituée que d'un seul secteur opérationnel, l'activité bancaire.

(En milliers d'euros.)	2023			2022		
	Groupe CFOB	Dont Espagne	%	Groupe CFOB	Dont Espagne	%
Bilan						
Actif						
Dont caisse et banques centrales	712 782	-	0,0 %	87 382	2 336	2,7 %
Dont créances sur établissements de crédit	176 932	47 597	26,9 %	237 537	19 942	8,4 %
Dont opérations avec la clientèle	2 379 692	651 402	27,4 %	2 520 575	557 220	22,1 %
Dont portefeuille titres	278 451	-	0,0 %	619 273	-	0,0 %
Dont portefeuille de dérivés	70 377	-	0,0 %	115 524	-	0,0 %
Dont immobilisations	50 258	5 416	10,8 %	84 273	8 842	10,5 %
Passif						
Dont dettes avec les établissements de crédit	214 994	-	0,0 %	824 675	-	19,5 %
Dont opérations avec la clientèle	2 594 754	1 467 093	56,5 %	1 776 471	345 777	19,5 %
Dont émissions de titres	219 135	-	0,0 %	1 776 471	-	19,5 %
Dont portefeuille de dérivés	18 728	-	0,0 %	61 421	-	19,5 %
Résultat						

Produit net bancaire	132 244	27 652	20,9 %	110 029	36 093	32,8 %
Résultat brut d'exploitation	-245 872	-1 995	n.s.	-118 124	4 526	n.s.
Résultat net	-302 850	-42 291	14,0 %	-187 738	-30 919	16,5 %

Compte-tenu de la faible matérialité du bilan et du résultat d'Anytime, cette entité n'est pas prise en compte dans les informations sectorielles et géographiques délivrées dans le tableau ci-avant.

Note 3. – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

3.1. – Introduction

Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés au titre de l'exercice 2023 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2022 et ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2023 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2023. Ces nouvelles normes n'ont pas d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

Présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé pour la présentation des données relatives à l'exercice 2023 a été établi en cohérence avec celui proposé par l'organisme français de normalisation comptable, l'Autorité des Normes Comptables (ANC), dans sa recommandation n°2022-01 du 8 avril 2022 qui annule et remplace la recommandation n°2017-02 du 2 juin 2017.

Les informations présentées dans les notes annexes aux états financiers consolidés se concentrent sur celles qui revêtent un caractère pertinent et matériel au regard des états financiers du Groupe, de ses activités et des circonstances dans lesquelles celles-ci se sont réalisées au cours de la période.

Règles de présentation (devises et arrondis)

La monnaie de présentation des comptes consolidés est l'euro.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

3.2. – Nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2023

- IFRS 17 – « Contrats d'assurance »
- Amendements à IAS 8 – « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs »
- Amendements à IAS 12 – « Impôts sur le résultat »

IFRS 17 – « Contrats d'assurance »

Homologuées par le règlement (UE) 2021/2036 de la CE du 19 novembre 2021, ces modifications entrent en vigueur pour les périodes de reporting annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2023.

La norme IFRS 17 relative aux contrats d'assurance vient en remplacement de la norme IFRS 4, elle détermine les principes relatifs à la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats d'assurance, des contrats de réassurance et des contrats d'investissement avec éléments de participation discrétionnaire qu'elle émet, à condition qu'elle émette aussi des contrats d'assurance.

Les dispositions de la norme IFRS 17 visent à fournir une image plus fidèle et transparente des contrats d'assurance, en se basant sur la reconnaissance des pertes et profits liés à ces contrats, plutôt que sur l'ancienne méthodologie qui s'appuie sur l'incidence des sinistres et des coûts.

IFRS 17 devrait permettre une meilleure comparabilité entre les entités d'assurance, une plus grande transparence et une amélioration de la qualité de l'information. Par ailleurs, elle pourrait engendrer une plus grande volatilité du résultat et des capitaux propres des entités d'assurance.

Cette norme n'a pas d'incidence sur les comptes du Groupe qui n'a pas d'activité d'assurance ni de réassurance.

Amendements à IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimation comptables et erreurs »

Homologuées par le règlement (UE) 2022/357 de la CE du 2 mars 2022, ces modifications entrent en vigueur pour les périodes de reporting annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2023.

Ces amendements visent à remplacer la définition des « changements d'estimations comptables » par la définition des « estimations comptables ». « Les estimations comptables sont des montants des états financiers qui comportent une incertitude d'évaluation ».

Les amendements apportent également des précisions pour aider les entités à distinguer une méthode comptable d'une estimation comptable.

Ces amendements sont sans effet sur les comptes consolidés du Groupe.

Amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat »

Homologuées par le règlement (UE) 2022/1392 de la CE du 11 août 2022, ces modifications entrent en vigueur pour les périodes de reporting annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2023.

La norme IAS 12 définit la manière dont une entreprise comptabilise l'impôt sur le résultat, y compris l'impôt différé qui représente l'impôt à payer ou à collecter dans le futur.

Dans certaines circonstances, les entreprises sont exemptées de comptabiliser un impôt différé lors de la comptabilisation initiale d'un actif et d'un passif.

Il y avait jusqu'à présent une incertitude quant à la question de savoir si l'exemption s'appliquait à des transactions telles que les contrats de location et les obligations de démantèlement, des transactions pour lesquelles les entreprises comptabilisent à la fois un actif et un passif.

Les amendements viennent préciser que l'exemption ne s'applique pas et que les entreprises sont tenues de comptabiliser l'impôt différé sur ces transactions. L'objectif des amendements est de réduire la diversité dans la comptabilisation des actifs et passifs d'impôt différé générés par les contrats de location et les obligations de démantèlement.

Ces amendements sont sans effet sur les comptes consolidés du Groupe. L'impôt différé en lien avec les contrats de location était bien comptabilisé.

3.3. – Normes comptables, amendements et interprétations que le Groupe appliquera dans le futur

A compter de l'exercice 2024

L'IASB a publié des normes, amendements et interprétations qui n'ont pas tous été adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2023, ou qui ont été adoptés mais entreront en vigueur de manière obligatoire au cours des exercices ouverts à venir.

Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers »

Homologuées par le règlement (UE) 2023/2822 de la CE du 19 décembre 2023, ces modifications entrent en vigueur pour les périodes de reporting annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2024.

Les amendements viennent préciser que seuls les covenants auxquels une entité est tenue de se conformer au plus tard à la date de clôture ont une incidence sur le classement d'une dette en courant / non courant. Ce classement n'est donc pas affecté lorsque le droit de différer le règlement de cette dette d'au moins 12 mois dépend du respect de covenants à une date ultérieure à la date de clôture.

Les amendements précisent également les informations à fournir sur la nature des covenants, afin que les utilisateurs des états financiers puissent apprécier le risque que des dettes non courantes assorties de covenants deviennent remboursables dans un délai de 12 mois suivant la clôture de l'exercice :

- a) des informations sur les clauses restrictives (y compris la nature de ces clauses restrictives et le moment auquel l'entité est tenue de les respecter) et sur la valeur comptable des passifs correspondants ;
- b) les faits et circonstances, le cas échéant, qui indiquent que l'entité peut avoir des difficultés à respecter les clauses restrictives (par exemple, si l'entité a pris des mesures pendant la période ou après la date de clôture afin d'éviter ou d'atténuer un manquement potentiel). Ces faits et circonstances pourraient aussi inclure le fait que l'entité n'aurait pas respecté les clauses restrictives si leur respect avait été évalué en fonction de la situation de l'entité à la date de clôture.

Ces amendements sont sans effet sur les comptes consolidés du Groupe.

3.4. – Recours à des estimations et au jugement

Pour établir les comptes du Groupe, la direction d'Orange Bank procède à des estimations dans la mesure où certains éléments inclus dans les états financiers ne peuvent être précisément évalués. La direction révisé ces estimations en cas de changement des circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience.

Thème		Nature du jugement et des estimations comptables
Notes 5.2 et 5.5	Juste valeur des actifs et passifs financiers	Modèles, sélection des paramètres, hiérarchie de juste valeur, évaluation des risques de non-exécution
Note 5.8	Provisionnement du risque de crédit	Dépréciation des créances clientèles et des autres actifs financiers
Note 5.8	Provision pour restructuration (plan de sauvegarde de l'emploi)	Modélisation à partir de la proposition soumise aux partenaires sociaux le 19 décembre 2023 (dernière proposition connue au 31/12/2023)
Note 7	Engagements sociaux	Modèles actuariels d'estimation des engagements vis-à-vis du personnel
Note 10	Immobilisations incorporelles, y compris écarts d'acquisition	Estimations pour mener les analyses de valeurs et tests de dépréciation des immobilisations incorporelles
Note 13	Litiges	Litiges : appréciation des risques associés aux procédures en cours et de la qualification des faits et circonstances

Note 4. – Périmètre de consolidation

Principes comptables

Entités consolidées

Les comptes consolidés du Groupe regroupent La Compagnie Financière d'Orange Bank (CFOB), Orange Bank, Anytime et le fonds FCT Orange Bank Personal Loans 2020.

Règles et méthodes de consolidation

Les entités sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

L'intégration globale consiste, dans le bilan consolidé, à substituer à la valeur des titres de capitaux propres de la filiale détenus par le Groupe chacun des actifs et passifs de cette filiale ainsi que l'écart d'acquisition reconnu lors de sa prise de contrôle par le Groupe. Dans le compte de résultat et dans l'état du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, chacun des éléments de charges et de produits de la filiale est agrégé avec ceux du Groupe.

Périmètre de consolidation

Sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale les entités pour lesquelles le Groupe :

- détient le pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement ; et
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement ; et
- a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

La norme IFRS 10 requiert l'exercice du jugement et une évaluation permanente de la situation de contrôle.

Les opérations et les soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

Prises de contrôle (regroupements d'entreprises)

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition :

- le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris toute clause d'ajustement de prix, à la date de prise de contrôle. Toute variation ultérieure de juste valeur d'un ajustement de prix est comptabilisée en résultat ou en autres éléments du résultat global, selon les normes applicables ;
- la différence entre la contrepartie transférée et la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris à la date de prise de contrôle représente l'écart d'acquisition, comptabilisé à l'actif de l'état de la situation financière s'il est positif ou directement en résultat de période s'il est négatif. Compte tenu de l'activité du Groupe, les évaluations à la juste valeur des actifs identifiables sont en général principalement liées aux portefeuilles de titres et de crédits, avec en corollaire les impôts différés associés. La juste valeur de ces actifs, qui ne peut être observée, est approchée par des méthodes généralement admises en la matière.

Les coûts attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en « autres charges générales d'exploitation » de la période.

En 2023, le périmètre de consolidation est inchangé (Cf note 1 .1 Description du Groupe).

Note 5. – Instruments financiers

Principes comptables

Les principes comptables présentés dans cette note sont appliqués à compter du 1 janvier 2018 conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Classement des actifs financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés au bilan du Groupe dans trois catégories (coût amorti, juste valeur par résultat et juste valeur par capitaux propres) qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur. Ce classement est fonction des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle d'activité ou « business model »).

Caractéristiques des flux de trésorerie	+	Modèle de gestion	=	Classement comptable
Conforme au test SPPI		Collecte des flux contractuels		Coûts amortis
Instruments "vanille"		Collecte des flux contractuels et vente		Juste valeur par capitaux propres
		Activité de transaction (portefeuille)		Juste valeur par compte de résultat
		Elimination / réduction des mismatches comptables		
Non conforme au test SPPI		Tous types de modèle de gestion		Juste valeur par compte de résultat
Instruments "non vanille"		Actions et instruments de capitaux propres		Juste valeur par capitaux propres sans recyclage ultérieur
Instruments dérivés				

Les principes de classification des actifs financiers requièrent de procéder d'une part à l'analyse des flux contractuels générés par les instruments financiers, et d'autre part à l'analyse du modèle d'activité dans lequel l'instrument est détenu.

Analyse des caractéristiques des flux contractuels

L'analyse des caractéristiques des flux contractuels a pour objectif de limiter la possibilité de comptabiliser les revenus d'actifs financiers sur la base du taux d'intérêt effectif aux seuls instruments dont les caractéristiques sont similaires à celles d'un contrat de prêt dit basique, impliquant une forte prédictibilité des flux de trésorerie associés. Tous les autres actifs financiers qui n'ont pas de telles caractéristiques sont évalués à la juste valeur par résultat, quel que soit le modèle d'activité dans le cadre duquel ils sont détenus.

Les flux de trésorerie contractuels qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû sont assimilables à un contrat de prêt dit basique (flux SPPI : Seulement Paiement de Principal et d'Intérêts).

Dans un contrat de prêt basique, les intérêts consistent principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et pour le risque de crédit. Les intérêts peuvent également inclure une contrepartie pour le risque de liquidité, les frais de gestion administrative de l'actif, ainsi qu'une marge commerciale. La facturation d'intérêts négatifs n'est pas incompatible avec cette définition.

Tous les actifs financiers non-basiques sont obligatoirement comptabilisés à la juste valeur par résultat, quel que soit le modèle d'activité dans le cadre duquel ils sont détenus.

S'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction, les instruments de capitaux propres (actions et titres assimilés) peuvent toutefois, sur option irrévocable exercée ligne à ligne, être évalués à la juste valeur par capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat (seuls les dividendes perçus au titre de ces instruments doivent être enregistrés dans le compte de résultat).

Les actifs financiers dérivés qualifiés comptablement d'instruments de couverture sont présentés sur une ligne distincte du bilan.

Analyse du modèle d'activité

Le modèle d'activité représente la manière dont sont gérés les instruments pour générer des flux de trésorerie et des revenus.

Dans l'exercice de ses différents métiers, le Groupe met en œuvre plusieurs modèles d'activité. La nature de ces modèles s'apprécie en déterminant la manière dont les groupes d'instruments financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre un objectif économique donné. L'identification du modèle économique ne s'effectue pas instrument par instrument, mais au niveau d'un portefeuille d'instruments financiers en analysant et en observant notamment :

- le mode d'évaluation, et de suivi, des performances du portefeuille ;
- le mode de gestion des risques associés aux instruments financiers concernés.

Pour déterminer le classement et le mode d'évaluation comptable des actifs financiers, il est nécessaire de faire la distinction entre trois modèles d'activités :

- un modèle fondé sur la collecte des flux contractuels des actifs financiers ;
- un modèle fondé sur la collecte des flux contractuels des actifs financiers et sur la vente de ces actifs ;
- et un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire.

Option Juste Valeur

Un actif financier SPPI qui n'est pas détenu à des fins de transaction peut être désigné, dès sa comptabilisation initiale, pour être évalué à la juste valeur par résultat si cette désignation permet l'élimination ou la réduction significative de décalages entre les traitements comptables d'actifs et de passifs financiers liés (non-concordance comptable).

Classement des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés dans l'une des deux catégories suivantes :

- les Passifs financiers à la juste valeur par résultat : il s'agit des passifs financiers encourus à des fins de transaction, incluant notamment par défaut les instruments dérivés passifs qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture, ainsi que des passifs financiers non dérivés que le Groupe a désignés dès l'origine pour être évalués en juste valeur par résultat (option juste valeur) ;
- les Passifs financiers au coût amorti : ils regroupent les autres passifs financiers non dérivés et sont évalués au coût amorti. Les passifs financiers dérivés qualifiés comptablement d'instruments de couverture sont présentés sur une ligne distincte du bilan.

Reclassements d'actifs financiers

Les reclassements d'actifs financiers ne sont requis que dans le cas exceptionnel d'un changement du modèle d'activité au sein duquel ils sont détenus. En 2023, Orange Bank n'a pas effectué de reclassements d'actifs financiers.

Juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les méthodes de valorisation utilisées par le Groupe pour la détermination de la juste valeur des instruments financiers sont présentées en Note 5.6.

Comptabilisation initiale

Les actifs financiers sont comptabilisés au bilan :

- en date de règlement-livraison pour les titres ;
- en date de négociation pour les dérivés ;
- en date de décaissement des fonds pour les prêts.

Pour les instruments évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur entre la date de négociation et la date de règlement-livraison sont enregistrées en résultat ou en capitaux propres en fonction de la catégorie comptable des actifs financiers concernés. La date de négociation représente la date à laquelle l'engagement contractuel devient ferme et irrévocable pour le Groupe.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les frais directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat pour lesquels ces frais sont enregistrés directement dans le compte de résultat).

Si la juste valeur initiale est fondée principalement sur des données de marché observables, la différence entre cette juste valeur et le prix de transaction, représentative de la marge commerciale, est comptabilisée immédiatement en résultat.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise également les actifs financiers dont il a conservé les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie mais pour lesquels il a l'obligation contractuelle de reverser ces mêmes flux à un tiers (« pass-through agreement ») et dont il a transféré la quasi-totalité des risques et avantages.

Dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie d'un actif financier mais n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif financier et n'a pas conservé en pratique le contrôle de l'actif financier, le Groupe décomptabilise l'actif financier et enregistre alors distinctement, si nécessaire, un actif ou un passif représentant les droits et obligations créés ou conservés à l'occasion du transfert de l'actif. Si le Groupe a conservé le contrôle de l'actif financier, il maintient ce dernier à son bilan à hauteur de son implication continue dans cet actif.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier dans son intégralité, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue, corrigée le cas échéant de tout profit ou perte latent qui aurait été antérieurement comptabilisé directement en capitaux propres (sauf pour les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables) et de la valeur de tout actif ou passif de gestion.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

Un passif financier peut également être décomptabilisé en cas de modification substantielle de ses conditions contractuelles ou d'échange avec le prêteur contre un instrument dont les conditions contractuelles sont substantiellement différentes.

Modalités d'analyse des flux contractuels des actifs financiers

Le Groupe a mis en place un dispositif de surveillance destiné à analyser le caractère SPPI des actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale (octroi de prêts, acquisition de titres, etc.).

Toutes les clauses contractuelles qui pourraient modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels donnent lieu à un classement en juste valeur par compte de résultat. La possibilité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère SPPI des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts courus ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

L'indemnité compensatoire est notamment considérée comme raisonnable dans les cas suivants :

- son montant est calculé en pourcentage du capital restant dû et il est plafonné par la réglementation en vigueur (en France, par exemple, l'indemnité de remboursement anticipé des prêts immobiliers aux particuliers est plafonnée à un montant égal à six mois d'intérêt ou 3 % du capital restant dû) ou limité par les pratiques concurrentielles de marché ;
- son montant correspond au différentiel entre les intérêts contractuels qui auraient dû être perçus jusqu'à l'échéance du prêt et les intérêts qui seraient générés par le remplacement du montant remboursé par anticipation à un taux reflétant le taux d'intérêt de référence.

Les actifs financiers basiques (SPPI) sont des instruments de dettes qui incluent notamment :

- des prêts à taux fixe ;
- des prêts à taux variable assortis ou non de limitations à la hausse ou à la baisse (prêts capés ou floorés) ;
- des titres de dette (obligations publiques ou privées, titres de créances négociables) à taux fixe ou à taux variable ;
- des créances représentatives d'opérations de pensions livrées sur titres ;
- des dépôts de garantie versés ;
- des créances commerciales.

Toute clause contractuelle qui génère une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans rapport avec un contrat de prêt basique (comme une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier par exemple, ou encore l'introduction d'un effet de levier) ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère SPPI, sauf si la clause n'a qu'un effet minime sur ces flux.

Les actifs financiers non-basiques (non-SPPI) incluent notamment :

- les instruments dérivés ;
- les actions et autres instruments de capitaux propres détenus par l'entité ;
- les parts détenues dans des fonds de placement collectifs (OPCVM, mutual funds, ...) ;

- les instruments de dettes convertibles ou remboursables en un nombre fixe d'actions (obligations remboursables en actions, obligations convertibles en actions, ...).

L'analyse des flux de trésorerie contractuels peut également nécessiter leur comparaison avec ceux d'un instrument de référence (instrument benchmark) lorsque la composante valeur temps de l'argent incluse dans les intérêts est susceptible d'être modifiée en raison des clauses contractuelles de l'instrument. C'est le cas, par exemple, si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement, mais que la fréquence des révisions ne concorde pas avec la durée pour laquelle le taux d'intérêt est établi (comme un taux d'intérêt révisé mensuellement en fonction du taux à un an) ou si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement selon une moyenne de taux d'intérêt à court et à long terme. Si l'écart entre les flux contractuels non actualisés de l'actif financier et ceux de l'instrument de référence est significatif ou peut le devenir, cet actif financier ne peut pas être considéré comme basique.

5.1. – Caisse et banques centrales

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Comptes à vue auprès des banques centrales	710 540	84 571
Liquidités en caisse	2 242	2 811
Total	712 782	87 382

Ce poste comprend principalement les soldes des comptes courants ouverts par la Banque auprès des Banques centrales ainsi que le contenu des caisses, des distributeurs de billets ou des guichets automatiques. Les comptes à vue auprès des Banques centrales comprennent les réserves obligatoires imposées par la BCE. Ces dépôts sont rémunérés par la BCE. Suite à une collecte importante des comptes Raisin, la situation de trésorerie du Groupe est largement excédentaire au 31 décembre 2023. Cette trésorerie a notamment été placée sous forme d'un prêt au jour le jour de 692 millions d'euros à la Banque de France.

5.2. – Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

Principes comptables

Le portefeuille de transaction regroupe les actifs et passifs financiers qui sont détenus ou encourus dans le cadre des activités de marché.

Les instruments financiers dérivés sont classés par défaut en portefeuille de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments de couverture.

Les actifs et passifs du portefeuille de transaction sont évalués à leur juste valeur en date de clôture et portés au bilan dans les rubriques Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat. Les variations de leur juste valeur et les revenus associés à ces instruments sont enregistrés en résultat dans la rubrique Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.

Enfin, sont ici regroupés les passifs mis à la juste valeur sur option visant à réduire les décalages comptables. Ces derniers apparaissent lorsque des instruments dérivés (obligatoirement à la juste valeur) viennent en couverture d'instruments dont le modèle de gestion ne l'autorise pas.

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction (trading) sont acquis :

- avec l'intention de les revendre à court terme ;
- ou dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers dérivés, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme.

Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction par Orange Bank sont constitués d'instruments dérivés.

(En milliers d'euros.)	2023		2022	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments de taux d'intérêt	1 402	639	2 195	960
Instruments de change	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-
Total	1 402	639	2 195	960

Dérivés de transaction – Orange Bank :

- Orange Bank a mis en place des swaps de taux, en couverture économique du titre BEI, non qualifiés en IFRS, pour un nominal total de 10 millions d'euros à échéance 2029 et dont la juste valeur au 31 décembre 2023 est de 1 million d'euros. Les effets nets en résultat de cette couverture économique sont non significatifs ;
- Orange Bank dispose d'un portefeuille de swaps de trading, pour un nominal total de 16 millions d'euros à échéance moins de 5 ans et dont la juste valeur au 31 décembre 2023 est quasi nulle.

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les actifs financiers évalués obligatoirement à la juste valeur par résultat regroupent :

- les prêts, obligations et titres assimilés qui ne sont pas détenus dans le cadre d'activités de transaction et dont les flux de trésorerie contractuels ne sont pas représentatifs de remboursements de principal et de versements d'intérêts sur le principal restant dû (instruments dits non-basiques ou non-SPPI) ;
- les titres assimilés qui ne sont classés dans aucune autre sous-catégorie : portefeuille de transaction à la juste valeur par résultat, instruments désignés par le Groupe pour être évalués à la juste valeur par capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat.

La juste valeur de ces actifs financiers est présentée au bilan dans la rubrique Actifs financiers à la juste valeur par résultat et les variations de leur juste valeur sont enregistrées (hors intérêts) en résultat dans la rubrique Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat regroupent les éléments qui ont été inclus dans ce portefeuille pour réduire les décalages comptables auxquels s'ajoutent les instruments dérivés (hors relations de couvertures).

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Instruments à la juste valeur par résultat	8 648	8 036
Total	8 648	8 036

Au 31 décembre 2023 et 2022, le portefeuille « juste valeur par résultat » est constitué d'un titre BEI.

5.3. – Instruments financiers dérivés de couverture et écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

Principes comptables

Instruments dérivés de couverture

Afin de couvrir certains risques de marché, le Groupe met en place des couvertures au moyen d'instruments financiers dérivés. Ces instruments présentent les caractéristiques suivantes :

- leur valeur fluctue en fonction de la variation d'un élément sous-jacent (taux d'intérêt, cours de change, actions, indices, etc.) ;
- ils ne requièrent qu'un investissement initial faible ou nul ;
- leur règlement intervient à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur dans l'état de situation financière parmi les actifs ou passifs financiers. Ils sont comptabilisés par défaut comme des instruments de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés de couverture. Comptablement, au niveau du Groupe, certaines opérations peuvent être qualifiées de couverture de juste valeur ou de couverture de flux de trésorerie, selon les risques ou les instruments à couvrir. La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure : c'est-à-dire si au début de la couverture et pendant toute sa durée, l'entreprise s'attend à ce que les variations de juste valeur de l'élément couvert soient presque intégralement compensées par les variations de juste valeur de l'instrument de couverture. L'efficacité est mesurée tous les trimestres de façon rétrospective et prospective.

Les dérivés de couverture sont reconnus au bilan pour leur juste valeur dans les rubriques « Instruments dérivés de couverture » à l'actif et au passif.

Couverture de juste valeur

Il s'agit de couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, ou encore d'une partie identifiée de cet actif, de ce passif ou de cet engagement ferme, qui est attribuable à un risque particulier (taux, change) et qui peut affecter le résultat.

La partie couverte de ces éléments est réévaluée à sa juste valeur dans l'état de la situation financière. La variation de cette juste valeur est enregistrée en résultat, où elle est compensée, dans la limite de l'efficacité de la couverture, par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture.

L'inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat.

Pour ces produits, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques de valorisation couramment utilisées par les intervenants sur le marché pour évaluer des instruments financiers telles que l'actualisation des flux futurs pour les swaps et utilisant des paramètres de valorisation dont la valeur est estimée sur la base des conditions de marché existant à la clôture et des conditions de marché projetées.

Les données à caractère observable doivent répondre aux caractéristiques suivantes : indépendantes, disponibles, diffusées publiquement, basées sur un consensus étroit et étayées par des prix de transactions.

À titre d'exemple, les données de consensus fournies par des contreparties externes sont considérées comme observables si le marché sous-jacent est liquide et que les prix fournis sont confirmés par des transactions réelles.

En cas de tensions particulières sur les marchés conduisant à l'absence des données de référence habituelles pour valoriser un instrument financier, la Direction des risques et des contrôles peut être amenée à mettre en œuvre un nouveau modèle en fonction des données pertinentes disponibles, à l'instar des méthodes également utilisées par les autres acteurs du marché.

Couverture de flux de trésorerie

Il s'agit de couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui : (i) est attribuable à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé (par exemple à tout ou partie des paiements d'intérêt futurs sur une dette à taux variable) ou à une transaction prévue hautement probable ; et (ii) pourrait affecter le résultat.

Concernant la couverture des flux de trésorerie, la partie du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace doit être comptabilisée directement en autres éléments du résultat global et la partie inefficace du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture doit être comptabilisée en résultat.

De telles couvertures ont été mises en œuvre lors de la reprise du programme d'émission.

Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux (macro-couverture)

Les instruments financiers dérivés de taux utilisés dans le cadre de ce type de couverture ont pour objet de couvrir de façon globale le risque structurel de taux des portefeuilles de crédit de la clientèle.

Comptablement, ces opérations sont documentées comme des couvertures de juste valeur.

La documentation d'une macro-couverture de juste valeur de portefeuilles d'actifs à taux fixe est rendue possible par l'application des dispositions prévues par la norme IAS 39 telle qu'adoptée dans l'Union européenne (IAS 39 « carve-out ») permettant ainsi de faciliter :

- l'éligibilité aux relations de couverture de juste valeur des opérations de macro-couverture réalisées dans le cadre de la gestion actif-passif qui incluent les dépôts à vue de la clientèle dans les positions à taux fixes ainsi couvertes ;
- la réalisation des tests d'efficacité prévus par la norme IAS 39 telle qu'adoptée dans l'Union européenne.

Le traitement comptable des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de macro-couverture de juste valeur est similaire à celui des instruments financiers dérivés de couverture de juste valeur. Les variations de juste valeur des portefeuilles d'actifs financiers macro-couverts, évaluées à partir de l'instrument, sont quant à elles enregistrées dans une ligne spécifique du bilan intitulée « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » à l'actif et au passif par la contrepartie du compte de résultat.

(En milliers d'euros.)	2023		2022	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments de taux d'intérêt	68 975	18 728	113 328	61 421
Instruments de change	-	-	-	-
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-
Total	68 975	18 728	113 328	61 421

Dérivés qualifiés de couverture de juste valeur

Les principales couvertures de juste valeur en vie à fin 2023 mises en place par Orange Bank concernent les swaps de taux suivants :

- 1 044 millions d'euros de nominal (dont 102 millions d'euros à échéance 2024, 110 millions d'euros à échéance entre 1 et 5 ans et 832 millions d'euros à plus de 5 ans) en macrocouverture des portefeuilles de crédit (immobilier, consommation et à paiement étalé). La juste valeur nette de ces dérivés au 31 décembre 2023 est de 37 millions d'euros ;
- 100 millions d'euros de valeur nominale (dont 100 millions d'euros à plus de 5 ans) en couverture d'un portefeuille d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT) de même montant et d'échéances identiques. La juste valeur de ces swaps au 31 décembre 2023 est de 14 millions d'euros ;

- 20 millions d'euros de valeur nominale en couverture d'un portefeuille d'Obligations Assimilables du Trésor indexées sur l'inflation des prix de la zone euro (OAT €i) de même montant et d'échéance identique, soit 2030. La juste valeur de ces swaps au 31 décembre 2023 est de 4 millions d'euros ;
- 5 millions d'euros de valeur nominale en couverture du portefeuille titres à échéance 2028 dont la juste valeur au 31 décembre 2023 est quasi nulle ;

L'inefficacité comptabilisée en résultat en 2023 au titre de ces couvertures est non significative.

Dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie

Orange Bank a documenté au 1^{er} janvier 2020 une microcouverture de ses émissions par des swaps de taux qui représentent à fin 2023 :

- 186 millions d'euros de nominal (dont 166 millions d'euros à échéance 2024 et 10 millions d'euros à échéance entre 1 et 2 ans et 10 millions d'euros à échéance 2027) en couverture des titres de créances négociables émis par la banque et dont la juste valeur au 31 décembre 2023 est de 4 millions d'euros.

Valeur nominale des instruments financiers de transaction et de couverture

Engagements sur instruments financiers dérivés (notionnels)

(En milliers d'euros.)	2023		2022	
	Dérivés de transaction	Dérivés de couverture	Dérivés de transaction	Dérivés de couverture
Instruments fermes	26 000	1 354 631	27 000	1 780 884
Dont swaps	26 000	1 354 631	26 000	1 780 884
Dont contrats à terme de taux	-	-	1 000	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Total	26 000	1 354 631	27 000	1 780 884

Echéances des engagements sur instruments financiers dérivés (notionnels)

(En milliers d'euros.)	2023	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Instruments de taux d'intérêt	1 380 631	23 000	245 100	150 500	962 031
Opérations de transaction	26 000	-	-	16 000	10 000
Opérations de couverture	1 354 631	23 000	245 100	134 500	952 031

5.4. – Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Résultat net sur portefeuille de transaction	-	-
Résultat net sur portefeuille autre que de transaction	19	26
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur sur option	1 838	-1 720
Résultat sur dérivés de transaction	-498	1 817
Résultat net sur opérations de couverture	-3 185	2 173
Total	-1 826	2 295

5.5. – Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les instruments de dettes (prêts et créances, obligations et titres assimilés) sont classés dans la catégorie Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres lorsque leurs flux contractuels sont représentatifs de contrats de prêts basiques (SPPI) et qu'ils sont gérés suivant un modèle de collecte des flux contractuels et de vente.

Les revenus courus ou acquis des instruments de dettes sont enregistrés en résultat sur la base du taux d'intérêt effectif dans la rubrique Intérêts et produits assimilés.

En date de clôture, ces instruments sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur, hors revenus, sont inscrites en capitaux propres dans la rubrique Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres.

Par ailleurs, ces actifs financiers étant soumis au modèle de dépréciation pour risque de crédit, les variations des pertes de crédit attendues sont comptabilisées en résultat dans la rubrique Coût du risque en contrepartie de la rubrique Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres.

Modèle d'activité « collecte des flux contractuels et vente »

L'objectif de ce modèle d'activité est de réaliser des flux de trésorerie par la perception de flux de paiements contractuels mais aussi par la vente d'actifs financiers. Dans ce modèle, les cessions d'actifs ne sont pas marginales ou exceptionnelles, mais concourent à la réalisation des objectifs de l'activité concernée.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Titres de dette	41 876	297 977
- Titres à revenu fixe (1)	41 876	297 972
Dont bons du Trésor et obligations d'Etat	4 585	257 531
Dont autres titres à revenu fixe	37 291	40 440
- Titres à revenu variable	-	6
Titres de capitaux propres	3 320	2 848
Total	45 197	300 825

(1) Une OATi d'une valeur faciale de 210 M€ est arrivée à échéance le 5 juillet 2023.

Variations de l'exercice des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Solde en début de période	300 825	443 813
Acquisitions	457	412 681
Cessions / remboursements	-245 498	-535 594
Gains et pertes sur variations de juste valeur de la période comptabilisés en capitaux propres	185	-1 093
Gains et pertes sur variations de juste valeur de la période comptabilisés en résultat	123	-19 902
Variation des dépréciations sur instruments de dettes comptabilisée en résultat	6	-
Dont augmentation	-	-
Dont reprise	-	-
Dont autres	-	-
Pertes de valeur sur instruments de capitaux propres comptabilisés en résultat	-8 606	805
Variation des créances rattachées	-2 297	115
Solde en fin de période	45 196	300 825

Gains et pertes nets, produits d'intérêts

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Plus ou moins-value de cession sur instruments de dette	-	-
Plus ou moins-value de cession sur instruments de capitaux propres	-	-
Perte de valeur des instruments de capitaux propres	-	-
Plus ou moins-value de cession sur instruments de capitaux propres à long terme	-	-
Total	-	-
Produits d'intérêts sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 359	3 110

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En milliers d'euros.)	2023		
	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Réévaluation nette
Gains et pertes latents sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-
Gains et pertes latents sur instruments de dette et swaps de couverture à la juste valeur par capitaux propres	3 219	-	3 219
Gains ou pertes sur les éléments non recyclables en résultat	2 543	-	2 543
Total	5 762	-	5 762

5.6. – Instruments financiers évalués en juste valeur

Principes comptables

Définition de la juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants de marché à la date d'évaluation.

En l'absence de prix observable pour un actif ou un passif identique, la juste valeur des instruments financiers est déterminée à l'aide d'une autre technique d'évaluation qui maximise l'utilisation de données de marché observables en retenant des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'instrument considéré.

Hiérarchie de la juste valeur

À des fins d'information en annexe des comptes consolidés, la juste valeur des instruments financiers est présentée selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète le niveau d'observabilité des données utilisées pour réaliser les évaluations. La hiérarchie des justes valeurs se compose des niveaux suivants :

- *Niveau 1 : Instruments valorisés par des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.*
Les instruments évalués en juste valeur au bilan, et présentés dans ce niveau 1, comprennent notamment les actions cotées sur un marché actif, les obligations d'États ou d'entreprises qui bénéficient de cotations externes directes (cotations brokers / dealers), les instruments dérivés traités sur les marchés organisés (futures, options), les parts de fonds (y compris les OPCVM) dont la valeur liquidative est disponible en date d'arrêté des comptes.
Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une Bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.
L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, la forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché mentionnés supra ou l'ancienneté des dernières transactions observées sur le marché dans des conditions de concurrence normale.
- *Niveau 2 : Instruments valorisés à l'aide de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix).*
Il s'agit d'instruments valorisés à l'aide d'un modèle financier basé sur des paramètres de marché observables. Les prix publiés par une source externe, dérivés de l'évaluation d'instruments similaires, sont considérés comme des données dérivées de prix.
Sont notamment présentés en niveau 2 les instruments financiers non dérivés évalués en juste valeur au bilan, qui ne bénéficient pas de cotations directes ou qui bénéficient d'une cotation sur un marché insuffisamment actif (cela peut inclure des obligations d'entreprises, des opérations de pension livrées, des titres adossés à des prêts hypothécaires, des parts de fonds), ainsi que les instruments financiers dérivés fermes et optionnels du marché de gré à gré : contrats d'échange de taux d'intérêt, caps, floors, sur indices, sur cours de change. Ces instruments ont des maturités correspondant aux zones de termes communément traitées dans le marché, et peuvent être simples ou bien présenter des profils de rémunération plus complexes (options à barrière, produits à sous-jacents multiples par exemple), la complexité restant cependant limitée. Les techniques de valorisation alors utilisées font appel à des méthodes usuelles et partagées par les principaux intervenants de marché.
- *Niveau 3 : Instruments pour lesquels les données utilisées pour la valorisation ne sont pas basées sur des données observables de marché (données dites non observables).*

Il s'agit d'instruments financiers valorisés à l'aide d'un modèle financier basé sur des paramètres de marché non observables ou observables sur des marchés insuffisamment actifs.

Actifs financiers évalués en juste valeur au bilan

(En milliers d'euros.)	2023				2022			
	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Portefeuille de transaction (a)	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dette	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat non détenus à des fins de transactions (b)	8 648	-	-	8 648	8 036	-	-	8 036
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créance	8 648	-	-	8 648	8 036	-	-	8 036
Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de transaction (c)	-	1 402	-	1 402	-	2 195	-	2 195
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	1 402	-	1 402	-	2 195	-	2 195
Dérivés de couverture (d)	-	68 975	-	68 975	-	113 328	-	113 328
Instruments de taux d'intérêt	-	68 975	-	68 975	-	113 328	-	113 328
Instruments de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (e)	45 197	-	-	45 197	300 825	-	-	300 825
Instruments de dette	41 876	-	-	41 876	297 966	-	-	297 966
Instruments de capitaux propres	3 320	-	-	3 320	2 859	-	-	2 859
Titres actions détenus à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (a+b+c+d+e)	53 845	70 377	-	124 222	308 861	115 524	-	424 385

Passifs financiers évalués en juste valeur au bilan

(En milliers d'euros.)	2023				2022			
	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
Portefeuille de transaction (a)	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option (b)	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de transaction (c)	-	639	-	639	-	960	-	960
Instruments de taux d'intérêt	-	639	-	639	-	960	-	960
Instruments de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de couverture (d)	-	18 728	-	18 728	-	61 421	-	61 421
Instruments de taux d'intérêt	-	18 728	-	18 728	-	61 421	-	61 421
Instruments de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (a+b+c+d)	-	19 368	-	19 368	-	62 381	-	62 381

5.7. – Actifs et passifs financiers au coût amorti

A. – Prêts et créances

Principes comptables

Les prêts et créances ainsi que les titres de dettes sont comptabilisés au coût amorti lorsque leurs flux contractuels sont représentatifs de contrats de prêts basiques (SPPI) et qu'ils sont gérés suivant un modèle de collecte des flux contractuels. Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif et leurs revenus courus ou acquis sont enregistrés en résultat dans la rubrique Intérêts et produits assimilés. Par ailleurs, ces actifs financiers étant soumis au modèle de dépréciation pour risque de crédit, les variations des pertes de crédit attendues sont

comptabilisées en résultat dans la rubrique Coût du risque en contrepartie d'une dépréciation du coût amorti à l'actif du bilan. Les règles de dépréciation appliquées sont décrites dans la Note 5.8.

Les prêts octroyés par le Groupe peuvent faire l'objet de renégociations commerciales en l'absence de toute difficulté financière ou insolvabilité du client emprunteur. Ces opérations concernent alors des clients pour lesquels le Groupe accepte de renégocier la dette dans le but de conserver ou de développer une relation commerciale, dans le respect des règles d'octroi en vigueur. Ceux-ci sont réalisés généralement avec abandon de capital et/ou d'intérêts courus sans clause de retour à meilleure fortune. Les prêts ainsi renégociés sont décomptabilisés en date de renégociation et les nouveaux prêts, contractualisés aux conditions ainsi renégociées, leur sont substitués au bilan à cette même date. Ces nouveaux prêts font alors l'objet d'une analyse SPPI pour déterminer leur classement comptable au bilan. En cas de qualification du prêt comme instrument basique (SPPI), les frais de renégociation perçus sont intégrés dans le taux d'intérêt effectif du nouvel instrument.

Au sein du Groupe, le modèle de collecte des flux contractuels s'applique notamment aux activités de financement des clients exercées au sein de la Banque de détail.

Prêts et créances sur établissements de crédits

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Comptes à vue et valeurs non imputées	136 311	191 232
Comptes et prêts à terme	38 207	43 672
Prêts subordonnés et participatifs	2 414	2 633
Prêts et créances sur les établissements de crédit avant dépréciation	176 932	237 537
Dépréciation	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	176 932	237 537

Prêts et créances sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Autres concours à la clientèle	-	-
Créances commerciales (affacturage) (1)	603 877	519 160
Crédits de trésorerie (1)	763 160	898 127
Crédits à l'habitat (1)	883 098	956 068
Crédits d'équipement	57 843	71 700
Prêts à la clientèle financière	-	-
Autres crédits à la clientèle	32 482	40 255
Sous-total	2 340 462	2 485 311
Comptes ordinaires débiteurs	6 470	28 074
Valeurs non imputées	47 525	40 004
Créances douteuses	127 300	101 702
Prêts et créances sur la clientèle avant dépréciation	2 521 757	2 655 091
Dépréciation (2)	-142 065	-134 516
Prêts et créances sur la clientèle	2 379 692	2 520 575

(1) Couverts partiellement par des swaps de macro-couverture ;

(2) Dépréciations : cf. note 5.8.

Titres de dette

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Bons du Trésor et obligations d'Etat	133 206	213 474
Autres titres à revenu fixe	91 428	97 041
Total	224 634	310 515
Dépréciation (1)	-28	-102
Net	224 606	310 412

(1) Dépréciations : cf. note 5.8

Juste valeur des prêts et créances, et des titres de dette

(En milliers d'euros.)	2023		2022	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Prêts et créances sur les établissements de crédit	176 932	175 087	237 537	224 721
Prêts et créances sur la clientèle	2 379 692	2 156 001	2 520 575	2 555 778
Titres de dette	224 606	206 126	310 412	282 361

Dans le cadre d'un programme de cession envisagé sur l'exercice 2024, Orange Bank a fait appel à un cabinet externe pour valoriser ses portefeuilles de crédits. Cette valorisation est réalisée sur la base des encaissements futurs et de la courbe des taux au 31 décembre 2023.

B. – Dettes

Principes comptables

Les dettes regroupent les passifs financiers non dérivés qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat.

Elles sont présentées au bilan selon la nature de l'instrument et de la contrepartie dans les rubriques Dettes envers les établissements de crédit et assimilés, Dettes envers la clientèle, Dettes représentées par un titre ou Dettes subordonnées. Les dettes subordonnées sont les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les dettes sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nette des frais de transaction. En date de clôture, elles sont évaluées au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, ce qui conduit notamment à amortir de manière actuarielle les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sur la durée de vie des instruments concernés. Les charges courues ou payées sont enregistrées en résultat dans la rubrique Intérêts et charges assimilées.

Les encours de dettes des comptes d'épargne-logement et des plans d'épargne-logement figurent parmi les comptes d'épargne à régime spécial au sein des Dettes envers la clientèle. Les engagements générés par ces instruments donnent lieu, le cas échéant, à une provision.

Dettes envers les établissements de crédits

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Comptes ordinaires et autres sommes dues	43 205	34 706
Dettes au jour le jour	-	-
Dettes à terme	62 011	664 420
Dettes rattachées	2 429	-10 731
Titres donnés en pension livrée	107 350	136 280
Dettes envers les établissements de crédit	214 994	824 675

Dettes envers la clientèle

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Comptes ordinaires créditeurs	526 915	679 953
Comptes à terme	1 250 905	80 245
Comptes sur livrets et comptes d'épargne à régime spécial	800 611	1 010 085
Dont épargne à vue	797 726	1 003 770
Dont épargne à terme	2 884	6 315
Autres	16 324	6 189
Dettes envers la clientèle	2 594 754	1 776 471

Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	217 500	324 000
Dettes rattachées	1 635	886
Sous-total	219 135	324 886
Dettes représentées par un titre	219 135	324 886
Dont montant des dettes à taux variable	219 135	269 000

La baisse des dettes représentées par un titre est due principalement à l'arrivée à échéance au cours de l'exercice de TCN pour un total de 118 millions d'euros.

Dettes subordonnées

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Titres subordonnés à durée indéterminée	27 443	27 443
Dettes rattachées	190	190
Dettes subordonnées	27 633	27 633

Les titres subordonnés à durée indéterminée sont intégralement souscrits par Orange et ne peuvent être remboursés sans l'autorisation préalable de l'ACPR.

Juste valeur des dettes

(En milliers d'euros.)	2023		2022	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dettes envers les établissements de crédits et assimilés	214 994	214 058	824 675	838 388
Dettes envers la clientèle	2 594 754	2 566 521	1 776 471	1 711 179
Dettes représentées par un titre	219 135	219 443	324 886	324 496
Dettes subordonnées	27 633	26 957	27 633	26 870

La juste valeur des dettes est déterminée comme suit :

- Les dépôts sont modélisés selon des hypothèses d'écoulement validées par le comité ALM ;
- Les intérêts sur ces passifs sont projetés en fonction du type de taux : jusqu'à maturité pour les passifs à taux fixe et jusqu'à la prochaine date de fixing pour les passifs à taux variable.

5.8. – Dépréciations des actifs financiers

Principes comptables

Reconnaissance des pertes attendues pour risque de crédit

Les instruments de dette (prêts, créances et titres obligataires et assimilés) classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou parmi les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les créances de location simple, créances clients et produits à recevoir inclus parmi les Autres actifs, ainsi que les engagements de financement et les garanties financières donnés, font systématiquement l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour perte de crédit attendue. Ces dépréciations et provisions sont enregistrées dès l'octroi des prêts, la conclusion des engagements ou l'acquisition des titres obligataires, sans attendre l'apparition d'une indication objective de dépréciation.

Pour déterminer le montant des dépréciations ou provisions à comptabiliser à chaque arrêté, ces actifs et engagements sont répartis en trois catégories en fonction de l'évolution du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. Une dépréciation ou provision pour risque de crédit doit être enregistrée sur les encours de chacune de ces catégories selon les modalités suivantes :

Catégories de risque	Evolution du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale de l'actif financier		
	Stage 1 Encours sains / performants	Stage2 Encours dégradés	Stage3 Encours douteux / en défaut
Critères de transfert	- Classement initial en stage 1 - Maintenu en l'absence d'augmentation significative du risque de crédit	- Si augmentation significative du risque de crédit depuis l'entrée au bilan - Impayé de plus de 30 jours	- Si identification d'une situation de défaut - Impayé de plus de 90 jours
Mesure du risque de crédit	Pertes attendues à un an	Pertes attendues à maturité	Pertes attendues à maturité

Encours classés en stage 1

A la date de leur comptabilisation initiale, les encours sont classés systématiquement en stage 1 à moins qu'il ne s'agisse d'encours douteux / en défaut dès leur acquisition ou leur création.

Encours classés en stage 2

Pour identifier les encours classés en stage 2, l'augmentation significative du risque de crédit est appréciée au sein du Groupe en tenant compte de toutes les informations historiques et prospectives disponibles (historique d'impayé ou de dépassement, réaménagement, scénarii de prévisions macro-économiques, etc.). L'appréciation de l'évolution du risque de crédit tient également compte de la dégradation des états financiers ou de la situation financière de la contrepartie, de l'évolution des notations externes et des alertes du marché.

Après revue, si une contrepartie est déclarée « sensible » (notion de mise sous surveillance), l'encours est déclassé en stage 2 et les provisions afférentes sont rehaussées à hauteur des pertes attendues à maturité.

Il existe également une présomption (réfutable) de dégradation significative du risque de crédit lorsqu'un actif fait l'objet d'un impayé de plus de 30 jours.

Dès lors qu'un seul de ces trois critères est rempli, l'encours concerné est transféré du stage 1 au stage 2 et les dépréciations ou provisions afférentes sont ajustées en conséquence.

Les deux premiers critères sont symétriques ; ainsi, une amélioration suffisante de la note, ou une sortie de la contrepartie de la liste de contreparties sensibles, entraîne un retour des encours concernés en stage 1.

Encours classés en stage 3

Pour identifier les encours classés en stage 3 (encours en défaut IFRS 9), le Groupe détermine l'existence d'indications objectives de dépréciation (événements de défaut) :

- une dégradation significative de la situation financière de la contrepartie qui entraîne une forte probabilité que cette dernière ne puisse pas honorer en totalité ses engagements, impliquant alors un risque de perte pour le Groupe ;
- l'octroi, pour des raisons liées aux difficultés financières de l'emprunteur, de concessions aux clauses du contrat de prêt qui n'auraient pas été octroyées dans d'autres circonstances ;
- la survenance d'un ou plusieurs impayés depuis au moins 90 jours (à l'exception des encours restructurés, qui sont considérés pendant une période probatoire comme dépréciables au premier impayé), accompagnée ou non de l'ouverture d'une procédure de recouvrement ;
- ou, indépendamment de l'existence de tout impayé, l'existence d'un risque avéré de crédit ou de procédures contentieuses (dépôt de bilan, règlement judiciaire, liquidation judiciaire).

En cas de retour en stage 2, les contrats sont alors maintenus dans cette catégorie jusqu'à échéance.

En 2021, la Banque a aligné les critères de classification des expositions en stage 3 (selon IFRS 9) avec ceux de la nouvelle réglementation relative à la définition du défaut (NDOD).

Évaluation des dépréciations et provisions

Les encours classés en stage 1 sont dépréciés à hauteur des pertes de crédit que le Groupe s'attend à subir à horizon 1 an en prenant en considération les données historiques et la situation présente. Le montant de la dépréciation est ainsi égal à la différence entre la valeur brute comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être et de la probabilité de survenance d'un événement de défaut au cours de l'année qui suit.

Les encours classés en stages 2 et 3 sont dépréciés à hauteur des pertes de crédit que le Groupe s'attend à subir sur la durée de vie des encours en prenant en considération les données historiques, la situation présente ainsi que les prévisions raisonnables d'évolution de la conjoncture économique et des facteurs macro-économiques pertinents jusqu'à la maturité du contrat. Le montant de la dépréciation est ainsi égal à la différence entre la valeur brute comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties appelées ou susceptibles de l'être et de la probabilité de survenance d'un événement de défaut jusqu'à l'échéance du contrat.

En 2023, Orange Bank a procédé à un apurement de son portefeuille de crédits en passant en pertes des créances non performantes pour 37 millions d'euros (France + Espagne).

La banque a par ailleurs procédé au « back testing » annuel de ses modèles de provisionnement. Cela a abouti à un ajustement à la baisse des provisions pour risque de crédit au 31 décembre 2023 de -6.2 millions d'euros (4,3 % du stock total) grâce notamment à la prise en compte des performances du recouvrement.

Concernant l'impact « forward looking », la banque a revu ses scénarios macro-économiques en fin d'année ce qui a entraîné une baisse de -0,6 millions d'euros de la provision « forward looking » (-9,1 %) pour tenir compte de la sortie annoncée du contexte inflationniste.

Quelle que soit l'étape de dégradation du risque crédit, l'actualisation des flux est calculée sur la base du taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier. Le montant de cette dépréciation est inclus dans la valeur nette comptable de l'actif financier déprécié. Les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées en « Coût du risque » dans le compte de résultat.

Ventilation des provisions et des encours par stage

(En milliers d'euros.)	2022	Dotation	Reprise	2023	Encours
Actif financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	45 197
Stage 1	-	-	-	-	45 197
Stage 2	-	-	-	-	-
Stage 3	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	134 618	8 743	-1 268	142 093	2 781 228
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	176 932
Stage 1	-	-	-	-	176 932
Stage 2	-	-	-	-	-
Stage 3	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	134 516	8 743	-1 194	142 065	2 379 691
Stage 1	25 848	-	-1 194	24 654	2 276 466
Stage 2	6 367	1 189	-	7 556	66 412
Stage 3	102 301	7 554	-	109 855	36 813
Titres de dettes	102	-	-74	28	224 606
Stage 1	102	-	-74	28	224 606
Stage 2	-	-	-	-	-
Stage 3	-	-	-	-	-
Engagement de hors bilan	2 130	506	-279	2 356	21 449
Stage 1	-	506	-	506	16 764
Stage 2	-	-	-	-	-
Stage 3	2 130	-	-279	1 850	4 685
Total	136 748	9 249	-1 548	144 450	2 847 874

Variation des encours et des provisions des prêts et créances à la clientèle

(En milliers d'euros.)	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	Valeur brute comptable	Dépréciation pour perte de crédit attendue	Valeur brute comptable	Dépréciation pour perte de crédit attendue	Valeur brute comptable	Dépréciation pour perte de crédit attendue	Valeur brute comptable	Dépréciation pour perte de crédit attendue
Situation au 31/12/2022	2 437 643	25 848	84 820	6 367	132 629	102 301	2 655 091	134 516
Création ou acquisition d'actifs financiers	227 668	3 395	-	1 523	-	36 752	227 668	41 670
Actifs financiers décomptabilisés durant la période	-326 091	-3 458	-2 348	-156	-32 563	-19 271	-361 003	-22 885
Transferts entre stages		-1 168		-220		-8 090		-9 478
S1 vers S2 (net)	-26 273		26 273				-	
S1 vers S3 (net)	-11 826				11 826		-	
S2 vers S3 (net)			-34 777		34 777		-	
Variations d'ECL sans changement de stage		37		41		-1 837		-1 758
Situation au 31/12/2023	2 301 121	24 654	73 968	7 556	146 668	109 855	2 521 757	142 065

Coût du risque

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Dotations nettes pour dépréciation	-55 007	-41 497
Pertes non couvertes	-2 748	-1 689
Sur créances irrécouvrables	-2 748	-1 689
Sur autres risques	-	-
Récupérations	892	834
Sur créances irrécouvrables	892	834
Sur autres risques	-	-
Risque de contrepartie	-56 863	-42 353

Détail des provisions

(En milliers d'euros.)	Note	2022	Dotations	Reprises	2023
Provisions pour engagements avec les établissements de crédit		-	-	-	-
Provisions pour engagements avec la clientèle		2 130	1 425	-1 199	2 356
Provisions des avantages au personnel	7.1	7 498	771	-4 194	4 075
Provisions pour restructuration		-	122 000	-	122 000
Autres provisions		3 247	-	-361	2 887
Total		12 875	124 196	-5 753	131 318

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) en l'état des négociations (version unilatérale) au 31 décembre 2023.

5.9. – Autres actifs et passifs

Autres actifs

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Appels de marge et dépôts de garantie versés	34 816	49 349
Comptes de règlements débiteurs sur opérations sur titres	-0	271
Etat	3 446	9 929
Charges payées ou comptabilisées d'avance	19 867	18 026
Autres débiteurs divers	48 008	87 581
Total brut	106 137	165 157
Dépréciation	-	-
Total net	106 137	165 157

Autres passifs

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Appels de marge et dépôts de garantie reçus	72 672	81 595
Dettes et charges à payer – Etat	2 676	2 593
Dettes et charges à payer – Personnel	20 482	12 260
Produits constatés d'avance	3 455	4 509
Autres charges à payer	44 856	114 359
Autres créditeurs divers	7 868	20 025
Passif locatif sur actifs loués	25 119	30 008
Total	177 128	265 349

5.10. – Échéances contractuelles des actifs et passifs financiers

Principes comptables

Les durées restant à courir sont déterminées à partir des maturités contractuelles, échéance par échéance, pour les opérations amortissables.

Les comptes de régularisation et les comptes d'actifs et de passifs divers ne sont pas échéancés mais ont tous une durée restant à courir inférieure à un an.

Les éléments dont l'échéance n'est pas déterminable sont classés dans la colonne « Autres ».

Actifs financiers

Pour les crédits renouvelables (essentiellement les crédits à la consommation), l'occurrence des renouvellements n'étant pas connue, les dates de renouvellement sont considérées comme date d'échéance finale.

Les créances rattachées font l'objet d'une colonne spécifique.

Passifs financiers

L'échéance des engagements de garantie donnés est déterminée en fonction de la meilleure estimation possible d'écoulement et est classée, par défaut, dans la première tranche (jusqu'à 3 mois).

Les dettes rattachées font l'objet d'une colonne spécifique.

Actifs financiers

(En milliers d'euros.)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Créances rattachées	2023
Caisse et banques centrales	712 624	-	-	-	158	712 782
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	385	9 634	31	10 050
Instruments financiers dérivés de couverture	119	4 227	4 367	54 157	6 106	68 975
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	41 624	3 320	253	45 197
Prêts et créances sur les établissements de crédit	175 038	-	-	1 890	3	176 932
Prêts et créances sur la clientèle	260 634	550 890	927 380	637 902	2 885	2 379 692
Titres de dettes	755	17 238	85 597	120 383	633	224 606
Total	1 149 169	572 356	1 059 352	827 287	10 069	3 618 232

Passifs financiers

(En milliers d'euros.)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Créances rattachées	2023
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	582	-	57	639
Instruments financiers dérivés de couverture	-	-	-	15 804	2 924	18 728
Dettes envers les établissements de crédit	150 555	62 011	-	-	2 429	214 994
Dettes envers la clientèle	1 588 314	867 858	121 254	-	17 330	2 594 754
Dettes représentées par un titre	52 892	144 676	20 207	-	1 360	219 135
Dettes subordonnées	-	-	-	27 443	190	27 633
Total	1 791 760	1 074 544	142 043	43 247	24 289	3 075 884

5.11. – Portefeuilles par type de produits et de taux

(En milliers d'euros.)	2023								
	Actifs financiers à la Juste valeur par compte de résultat			Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			Titres de dettes		
	Taux fixes	Taux variables	Total	Taux fixes	Taux variables	Total	Taux fixes	Taux variables	Total
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations	8 648	-	8 648	45 197	-	45 197	224 634	-	224 634
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et OPCVM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés	1 402	-	1 402	-	-	-	-	-	-
Douteux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation	-	-	-	-	-	-	-	-	(28)
Total	10 050	-	10 050	45 197	-	45 197	224 634	-	224 606

(En milliers d'euros.)	2023						
	Prêts et créances sur les établissements de crédit			Prêts et créances sur la clientèle			
	Taux fixes	Taux variables	Total	Taux fixes	Taux variables	Total	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 414	174 517	176 932	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	1 863 885	657 872	2 521 757	-
Obligations	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-
Actions et OPCVM	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés	-	-	-	-	-	-	-
Douteux	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation	-	-	-	-	-	-	(142 065)

Total	2 414	174 517	176 932	1 863 885	657 872	2 379 692
-------	-------	---------	---------	-----------	---------	-----------

(En milliers d'euros.)	2023					
	Passifs financiers à la juste valeur par compte de résultat			Dettes envers les établissements de crédit		
	Taux fixes	Taux variables	Total	Taux fixes	Taux variables	Total
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	171 789	43 205	214 994
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Dérivés	-	639	639	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-	-
Emission de titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Total	-	639	639	171 789	43 205	214 994

(En milliers d'euros.)	2023					
	Dettes envers la clientèle			Dettes représentées par un titre		
	Taux fixes	Taux variables	Total	Taux fixes	Taux variables	Total
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	1 253 789	1 340 965	2 594 754	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Dérivés	-	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-	-
Emission de titres de créances négociables	-	-	-	-	219 135	219 135
Total	1 253 789	1 340 965	2 594 754	-	219 135	219 135

Pour mémoire, les taux révisables sont assimilables à des taux variables dans le tableau ci-dessus.

Note 6. – Produit net bancaire

6.1. – Produits et charges d'intérêts et assimilés

Principes comptables

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat en Intérêts et produits assimilés et Intérêts et charges assimilées pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (prêts et créances, dettes), ainsi que pour les titres de dette classés en instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Le calcul de ce taux prend en considération les flux de trésorerie estimés sur la base des modalités contractuelles de l'instrument financier sans tenir compte des pertes sur crédit futures et il inclut par ailleurs les commissions payées ou reçues entre les parties au contrat dès lors qu'elles sont assimilables à des intérêts, les coûts de transaction directement rattachables ainsi que toutes les primes et décotes.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêts ultérieurs sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt effectif utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Opérations avec les établissements de crédit	18 126	5 163
Opérations avec la clientèle	111 493	88 315
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 277	3 110
Actifs financiers au coût amorti	1 885	-3 873
Autres (1)	39 559	1 151
Intérêts et produits assimilés	172 339	93 866

Opérations avec les établissements de crédit	-15 522	-1 596
Opérations avec la clientèle	-35 612	-5 460
Passifs financiers au coût amorti	-14 329	-2 401
Dettes subordonnées	-779	-779
Autres	-198	-271
Intérêts et charges assimilées	-66 440	-10 507

(1) Les « autres intérêts et produits assimilés » correspondent principalement au résultat net des swaps de couverture (micro et macro). Compte-tenu de l'évolution des taux d'intérêts, ce poste a fortement progressé et s'établit à 39,6 millions d'euros pour l'exercice 2023 contre 1,5 millions d'euros pour 2022.

6.2. – Produits et charges de commissions

Principes comptables

Les rubriques de « Produits (Charges) de commissions » regroupent les commissions sur prestations de services et engagements qui ne sont pas assimilables à des intérêts. Les commissions assimilables à des intérêts font partie intégrante du taux d'intérêt effectif de l'instrument financier auquel elles se rapportent et sont enregistrées en Intérêts et produits assimilés et Intérêts et charges assimilées.

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent :

- les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions sur moyens de paiement, les droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur abonnements aux services digitaux, sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue ;
- les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions sur mouvements de fonds, les commissions d'apport reçues, les commissions d'arbitrage, ou les pénalités sur incidents de paiement, sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée.

La prime de bienvenue versée aux clients lors de la souscription de la nouvelle offre bancaire Orange Bank correspond à une remise octroyée au client et vient en réduction du produit net bancaire. Elle est classée au sein de la rubrique « Charges de commissions » et ne donne pas lieu à étalement.

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	1 123	3 493
Opérations sur titres	-	-
Opérations de change	69	38
Opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	15	16
Opérations de gestion d'OPCVM et de titres pour le compte de la clientèle	-	-
Opérations sur moyens de paiement	29 990	27 917
Autres produits de services financiers	71 766	60 032
Produits de commissions	102 962	91 496
Opérations avec les établissements de crédit	-291	-129
Opérations avec la clientèle	-3 082	-6 007
Opérations sur titres	-31	120
Opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	-876	-0
Opérations de gestion d'OPCVM et de titres pour le compte de la clientèle	-	-
Opérations sur moyens de paiement	-9 097	-4 520
Autres charges de services financiers	-54 329	-42 390
Charges de commissions	-67 706	-52 926

6.3. – Produits et charges des autres activités

Principes comptables

Les charges des autres activités enregistrent essentiellement la rémunération des réseaux de distribution Orange et Groupama. Elles sont comptabilisées au fur et à mesure des prestations de commercialisation, sans étalement. Une part de la rémunération du réseau est basée sur le stock de produits commercialisés. Cette rémunération est enregistrée comptablement prorata temporis.

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Autres résultats d'exploitation bancaire	3 016	2 171

Produits des autres activités	3 016	2 171
Autres résultats d'exploitation bancaire	-9 021	-264
Produits rétrocédés	-1 079	-16 103
Charges des autres activités (1)	-10 100	-16 367

(1) Les rétrocessions à destination des plateformes partenaires (Orange, Groupama, Meilleurs taux, ...) sont intégrés dans cet agrégat. La baisse d'activité en particulier sur le crédit immobilier explique l'évolution.

Note 7. – Charges de personnel

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Traitements et salaires	-44 897	-41 723
Charges sociales	-21 863	-20 719
Autres charges de personnel, dont intéressement et impôts et taxes sur rémunérations (1)	-124 195	-6 705
Total	-190 956	-69 146
Effectif moyen (équivalent temps plein)	843	895

(1) dont provisionnement du plan de sauvegarde de l'emploi en l'état des négociations (version unilatérale) au 31 décembre 2023, soit 122 millions d'euros.

Les effectifs moyens correspondent aux effectifs d'Orange Bank (y compris la succursale espagnole) et à ceux de la filiale Anytime. Les autres entités du Groupe (Compagnie Financière d'Orange Bank et FCT Orange Bank Personal Loans 2020) ne disposent pas de leurs propres collaborateurs. A titre d'information, sur l'exercice 2023, les effectifs moyens d'Orange Bank s'élevaient à 765 ETP et ceux de la société Anytime à 78 ETP.

7.1. – Avantages du personnel

Principes comptables

Les avantages du personnel se répartissent comme suit :

- les avantages à court terme dont le règlement est attendu dans les douze mois qui suivent la fin de l'exercice au cours duquel les membres du personnel ont rendu les services correspondants, tels les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes ainsi que l'intéressement des salariés ;
- les avantages postérieurs à l'emploi sont offerts à travers des régimes à prestations définies : le montant des engagements futurs représentatifs de ces régimes est évalué sur la base d'hypothèses actuarielles selon la méthode des unités de crédits projetées :
 - leur calcul intègre des hypothèses démographiques (rotation du personnel, mortalité, ...) et financières (augmentation future de salaire, taux d'inflation, ...) ;
 - le taux d'actualisation, défini par pays, est déterminé par référence au rendement des obligations privées à long terme de première catégorie (ou des obligations d'Etat s'il n'existe pas de marché actif). Il est arrêté sur la base d'indices externes communément retenus comme référence pour la zone euro ;
 - les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi, sont comptabilisés pour leur totalité en autres éléments du résultat global ;
- d'autres avantages du personnel à long terme peuvent être octroyés tels que les médailles du travail. Ils sont évalués sur la base d'hypothèses actuarielles comprenant des hypothèses démographiques, financières et d'actualisation de nature similaire à celle des avantages postérieurs à l'emploi. Les écarts actuariels relatifs à ces autres avantages à long terme sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils sont constatés ;
- les avantages du personnel à long terme dont le règlement est attendu dans un délai de supérieur de 12 mois telles les rémunérations des anciens salariés ou actionnaires au titre des services rendus à l'entreprise après l'acquisition.

Les indemnités de rupture de contrat de travail font l'objet d'une provision à hauteur de l'engagement en résultant. Pour tous ces engagements induisant le versement d'indemnités de rupture de contrat de travail, l'incidence des variations d'hypothèses est comptabilisée en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Indemnités de fin de carrière	832	3 223
Médailles du travail	386	2 162
Temps partiel seniors	2 857	2 113
Total	4 075	7 498

Typologie des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

Les avantages en matière d'avantages au personnel comprennent principalement les indemnités de fin de carrière, les médailles du travail et les temps partiels seniors.

Principales hypothèses retenues pour la détermination du montant des engagements

L'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme repose en particulier sur l'âge de départ à la retraite, déterminé en fonction des dispositions applicables à chacun des régimes et des conditions nécessaires pour ouvrir un droit à une pension à taux plein (lesquelles sont souvent sujettes à des révisions législatives), ainsi que les hypothèses de réévaluation salariale, de turnover et des perspectives d'inflation.

Compte tenu du processus d'info-consultation en cours au 31 décembre 2023 et des perspectives de mise en œuvre d'un PSE dès 2024, Orange Bank a revu ces engagements comme suit :

- pour les indemnités de départ en retraite : ajustement de la provision du fait d'une couverture par le PSE supérieure aux seuls engagements en matière de retraite (engagements de fait couverts par la provision pour PSE). D'un point de vue de pratique, sont couverts par la provision les collaborateurs exclus du PSE, à savoir les Temps Partiels Senior (TPS) ;
- pour les médailles du travail : ajustement de la provision à la charge anticipée pour les années 2024-2026, compte étant tenu des montants moyens effectivement payés les années précédentes.

L'évolution des engagements liés aux avantages du personnel s'explique comme suit :

(En milliers d'euros.)	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Temps partiel seniors	2023	2022
Avantage du personnel en début de période	3 223	2 162	2 113	7 498	10 906
Charges en résultat	329	-14	1 195	1 510	-854
Prestations payées nettes de reprises	-1 981	-1 762	-451	-4 194	-882
Gains ou pertes actuariels générés sur l'exercice en autres éléments du résultat global	-739	-	-	-739	-1 672
Avantage du personnel en fin de période	832	386	2 857	4 075	7 498

7.2. – Rémunération des dirigeants

Les membres des Conseils d'administration des sociétés du Groupe, salariés des Groupes Orange ne perçoivent pas de rémunération au titre de leurs mandats. Les administrateurs indépendants, au nombre de deux, sont rémunérés sur la base d'une indemnité fixe par présence effective aux réunions des Conseils d'administration et des Comités spécialisés (Comité d'audit, Comité des risques, etc.).

Note 8. – Impôts courants et différés

8.1. – Impôts et taxes d'exploitation

Principes comptables

L'impôt sur les sociétés est présenté séparément des autres impôts et taxes d'exploitation qui sont présentés au sein de la rubrique « Autres charges générales d'exploitation ». Il est déterminé en appliquant les taux et règles d'imposition en vigueur dans le pays d'implantation de chaque entité du périmètre de consolidation.

Il comprend les impôts courants et différés :

- l'impôt courant est le montant d'impôt payable (ou remboursable) calculé sur la base du bénéfice imposable de la période ;
- l'impôt différé est le montant d'impôt résultant de transactions et qui sera payable (ou recouvrable) dans une période future.

Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en diminution des « Autres charges générales d'exploitation ».

Les impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles constatées entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable.

Les impôts différés actifs afférents aux pertes fiscales reportables ont été reconnus et dépréciés immédiatement.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Impôts et taxes comptabilisés en résultat

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Contribution économique et territoriale	-452	-453
Autres taxes	-6 115	-700
Total	-6 567	-1 153

Impôts et taxes d'exploitation comptabilisés au bilan

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Impôts et taxes d'exploitation - Actifs	2 549	-1 971
Taxe sur la valeur ajoutée	238	-1 971
Autres taxes	2 311	-
Impôts et taxes d'exploitation - Passifs	-2 676	-
Contribution économique et territoriale	-236	-
Taxe sur la valeur ajoutée	-1 857	-
Autres taxes	-582	-
Impôts et taxes d'exploitation - Nets	-127	-1 971

Etat de variation des impôts et taxes dus

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Impôts et taxes d'exploitation nets (passifs) en début de période	-	-
Impôts et taxes d'exploitation comptabilisés en résultat	-6 567	-1 153
Impôts et taxes d'exploitation décaissés	6 567	1 153
Reclassements et autres	-	-
Impôts et taxes d'exploitation nets (passifs) en fin de période	-	-

8.2. – Impôt sur les sociétés

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Impôt exigible	-123	-32
Impôts différés	8	1 171
Total	-115	1 139

Les impôts différés sont calculés et comptabilisés sur une période de 10 ans.
Le taux effectif d'impôt appliqué depuis le 1^{er} janvier 2022 est de 25,83 %.

Preuve d'impôt Groupe

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Résultat avant impôt	-302 735	-188 876
Taux légal d'imposition en France	25,83 %	25,83 %
Impôt théorique	-78 196	-48 787
Provision IDA	78 196	48 787
Eléments de réconciliation	-	-
Ecart d'acquisition négatif comptabilisé en résultat	-	-
Autres éléments de réconciliation	-115	1 139
Impôt effectif	-115	1 139
Crédits d'impôts	-123	-32
Impôts différés	8	1 171
Taux effectif d'impôts	-	-

8.3. – Impôts différés

Impôts différés par nature

Au 31 décembre 2023, les impôts différés actifs non reconnus sont liés principalement aux déficits reportables indéfiniment sur l'entité Orange Bank (soit un montant de 311 millions d'euros).

(En milliers d'euros.)	2023			2022		
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net
Impôt exigible	-	-	-	-	-	-
Impôts différés	6 729	6 721	8	7 298	7 298	0
Dont IDA sur déficit fiscal	348 645	-	348 645	297 294	-	297 294
Dont provision sur IDA sur déficit fiscal	-348 645	-	-348 645	-297 294	-	-297 294
Dont IDA / IDP sur IFRS 16 (contrats de bail)	6 729	6 721	8	7 298	7 298	-

Etat de variation des impôts différés nets

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Impôts différés nets en début de période	-0	-1 171
Produit/charge comptabilisé en compte de résultat	8	1 171
Produit/charge comptabilisé en autres éléments du résultat global	-	-
Produit/charge comptabilisé en réserves	-	-
Reclassements et autres	-	-
Impôts différés nets en fin de période	8	-

Note 9. – Immobilisations corporelles

Principes comptables

Ces principes comptables sont appliqués à compter du 1 janvier 2020 conformément aux dispositions de la norme IFRS 16.

Champ d'application

La norme IFRS 16 s'applique à tous les contrats de location sauf :

- les contrats portant sur la prospection ou l'exploitation de ressources naturelles non renouvelables, ou sur des actifs biologiques ;
- les accords de concession de services ;
- les licences de propriété intellectuelle ;
- les droits détenus par le preneur en vertu d'accords de licence sur des films cinématographiques, des enregistrements vidéo, des pièces de théâtre, des manuscrits, des brevets et droits de reproduction.

Les preneurs ont également la possibilité de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de location portant sur les autres immobilisations incorporelles (logiciels, par exemple). Le Groupe a opté pour cette exclusion.

Mesures de simplification

Les preneurs peuvent choisir de ne pas appliquer le traitement des contrats de location aux contrats d'une durée inférieure à un an (options de renouvellement incluses), ni aux contrats portant sur des biens ayant une faible valeur unitaire (ordinateurs personnels, tablettes, téléphones et petit mobilier de bureau). Le Groupe a décidé d'appliquer le seuil d'exemption de 5 000 USD mentionné par l'IASB.

Les contrats de location de véhicules, conclus avec des loueurs externes au Groupe, sont marginaux et ont été exclus en raison de leur faible matérialité.

Il en est de même pour les surfaces louées pour accueillir les distributeurs automatiques de billets du Groupe.

Distinction entre contrats de location et contrats de services

Les contrats doivent être analysés pour déterminer s'ils répondent à la définition d'un contrat de location et pour en séparer, le cas échéant, les différentes composantes locatives et les composantes non-locatives (ou services).

Un contrat est un contrat de location ou contient une composante locative s'il confère au preneur le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié moyennant une contrepartie et pour une durée donnée :

- le contrôle de l'utilisation de l'actif loué suppose le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques liés à son utilisation tout au long de la durée du contrat de location et la capacité pour le preneur de diriger l'utilisation de l'actif ;
- l'existence d'un actif identifié est notamment conditionnée par l'absence, pour le bailleur, de droits substantiels de substitution du bien loué cette condition étant appréciée au regard des faits et circonstances existant au commencement du contrat. La faculté pour le bailleur de substituer librement le bien loué confère au contrat un caractère non-locatif, son objet étant alors la mise à disposition d'une capacité et non d'un actif ;
- l'actif identifié peut être constitué d'une portion physiquement distincte d'un actif plus large (comme par exemple un étage déterminé au sein d'un immeuble). En revanche une partie de la capacité ou d'un bien qui n'est pas physiquement distincte ne constitue pas un actif identifié (comme par exemple la location de surfaces de travail partagées, ou co-working, au sein d'un ensemble sans localisation prédéfinie au sein de cet ensemble).

A défaut pour le preneur de pouvoir séparer les composantes non-locatives (ou services) des composantes locatives au sein d'un même contrat, le contrat est comptabilisé comme un contrat unique qualifié de location.

Comptabilisation d'un droit d'utilisation par les preneurs

En date de mise à disposition du bien loué, le preneur enregistre à son actif un droit d'utilisation du bien loué pour un montant égal à la valeur initiale de la dette locative augmentée, le cas échéant, des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état. Cet actif est ensuite amorti linéairement sur la durée de la location retenue pour évaluer la dette locative.

La valeur de l'actif est susceptible d'être ultérieurement ajustée en cas de modification du contrat de location, de ré-estimation de la durée de location, ainsi que pour tenir compte des variations contractuelles des loyers liées à l'application d'indices ou de taux. Les droits d'utilisation sont présentés au bilan du preneur dans les lignes d'actifs immobilisés où sont enregistrés les biens de même nature détenus en pleine propriété.

Dans le compte de résultat, les dotations aux amortissements des droits d'utilisation sont présentées avec les dotations aux amortissements des actifs immobilisés détenus en pleine propriété.

Comptabilisation d'une dette locative par les preneurs

En date de mise à disposition du bien loué, le preneur enregistre à son passif une dette locative. Le montant initial de la dette est égal à la valeur actualisée des loyers à payer sur la durée de la location. Cette dette locative est ensuite évaluée au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif : chaque paiement de loyer est ainsi enregistré pour partie en charge d'intérêts dans le compte de résultat et pour partie en réduction progressive de la dette locative au passif du bilan.

Le montant de la dette locative est susceptible d'être ultérieurement ajusté en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location, ainsi que pour tenir compte des variations contractuelles des loyers liées à l'application d'indices ou de taux. Le cas échéant, le preneur doit également reconnaître parmi ses passifs une provision pour couvrir les frais de remise en état du bien loué qui seraient encourus à l'échéance du bail.

Durée de la location

La durée du bail à retenir pour déterminer les loyers à actualiser correspondra à la durée non résiliable du contrat de location ajustée pour tenir compte :

- des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer ;
- et des options de résiliation anticipée que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

L'appréciation du caractère raisonnablement certain d'exercice ou de non-exercice des options de prolongation et des options de résiliation anticipée doit tenir compte de tous les faits et circonstances susceptibles de créer une incitation économique à exercer ou non ces options.

Lorsque le preneur et le bailleur ont chacun le droit de résilier le contrat de location sans accord préalable de l'autre partie et sans pénalité autre que négligeable, le contrat n'est plus exécutoire et ne génère alors plus de dette locative.

Les durées retenues par le Groupe sont celles indiquées sur les contrats de location signés.

En 2023, trois contrats sont comptabilisés selon la norme IFRS 16 :

- en France, un contrat d'une durée de 12 ans (échéance le 3 octobre 2028) concernant le site de Montreuil et un contrat de 12 ans (échéance janvier 2032) concernant le site d'Amiens ;
- en Espagne, un contrat de 5 ans.

Taux d'actualisation des loyers

Les taux implicites des contrats ne sont généralement pas connus, ni facilement déterminables, notamment pour les baux immobiliers. Le Groupe a donc décidé d'utiliser le taux d'endettement marginal des preneurs pour actualiser les loyers et déterminer ainsi le montant des dettes locatives.

Le taux d'endettement marginal est déterminé au niveau de l'entité juridique preneuse et non au niveau du Groupe, en tenant compte des conditions d'emprunt et du risque de crédit propre de cette entité.

Les taux d'actualisation à utiliser au sein du Groupe sont déterminés par devises et par pays d'implantation des entités preneuses.

Principaux actifs	Période d'amortissement
Droits d'utilisation immobilisés	Selon la durée locative (5 à 12 ans)
Agencements	5 à 9 ans selon la localisation (*)
Mobilier de bureau	10 ans maximum
Matériel de bureau, véhicules	4 ans maximum

(*) Le Groupe est locataire de ses locaux et a reconnu à ce titre des droits d'utilisation dans le cadre de l'application d'IFRS 16. Les travaux d'entretien courants et d'agencements sont comptabilisés en charge. Seuls les travaux majeurs donnent lieu à immobilisation et amortissement sur la durée restant à courir du bail.

(En milliers d'euros.)	2023				2022
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Pertes de valeur	Valeur nette	Valeur nette
Immobilisations corporelles	65 318	-35 697	-1 155	28 466	34 630

Etat de variation des immobilisations corporelles nettes

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Valeur nette des immobilisations corporelles en début de période	34 630	27 667
Acquisitions d'immobilisations corporelles	1 813	7 050
Nouveaux droits d'utilisation (IFRS 16)	-	-
Cessions et mises au rebut (1)	-3 611	-
Dotations aux amortissements	-4 365	-5 346
Pertes de valeur		5 258
Valeur nette des immobilisations corporelles en fin de période	28 466	34 630

(1) Correction liée à des immobilisations incorporelles incorrectement comptabilisées comme des immobilisations corporelles en 2021.

Note 10. – Immobilisations incorporelles

Principes comptables

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des logiciels acquis ou développés en interne, ainsi que les écarts d'acquisition.

Logiciels

La valeur brute des immobilisations incorporelles correspond à leur coût d'acquisition / coût de développement qui comprend – le cas échéant – les frais directement attribuables à l'acquisition :

- les coûts d'achats des logiciels ainsi que tous les coûts de paramétrage sont immobilisés au fil de la réalisation des prestations d'installation et de développement / paramétrage. Ils sont amortis à la date de mise en œuvre opérationnelle des ensembles homogènes. Tous les coûts périphériques directement liés aux développements de cette nouvelle offre font l'objet aussi d'immobilisation (définition des architectures, pilotage de proximité, ...) ;
- les coûts d'étude préalable, de formation, de débours, de mise à niveau du corpus documentaire sont comptabilisés en charges.

Les coûts du personnel interne à l'établissement, qui contribuent au développement des offres, donnent lieu à activation dès lors qu'il s'agit de coûts dûment identifiés par un suivi des temps et valorisés selon des règles en accord avec les principes comptables généralement admis et les règles du groupe. A l'inverse, les coûts de personnel ne répondant pas à ces critères sont maintenus en charges de personnel.

Les immobilisations incorporelles sont amorties en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition ou de développement, en général sans déduction d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu.

Les logiciels dont les licences sont payables annuellement sont comptabilisés en charges étalées sur la période de référence de facturation et d'utilisation.

Ecart d'acquisition

Dans le bilan consolidé, l'écart d'acquisition constitue un actif incorporel dont la durée de vie est présumée indéfinie ; il n'est pas amorti et ne génère ainsi aucune charge récurrente dans les résultats futurs du Groupe.

Le Groupe vérifie cependant chaque année que la valeur de ses écarts d'acquisition n'a subi aucune dépréciation. Dans le cas contraire, une charge irréversible est immédiatement constatée en résultat, indiquant que la rentabilité du capital immatériel de l'entité acquise est inférieure aux attentes initiales ou que les synergies espérées n'ont pu être réalisées.

Principaux actifs			Période d'amortissement		
Logiciels			3 à 6 ans		

(En milliers d'euros.)	2023				2022
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Pertes de valeur	Valeur nette	Valeur nette
Immobilisations incorporelles	308 729	-194 780	-92 157	21 792	49 644

Etat de variation des immobilisations incorporelles nettes

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Valeur nette des immobilisations incorporelles en début de période	49 644	111 572
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	29 690	25 433
Ecarts d'acquisition (1)	-	2 727
Cessions et mises au rebut (2)	3 611	-
Dotations aux amortissements	-17 951	-41 134
Pertes de valeur (3)	-43 203	-48 954
Valeur nette des immobilisations incorporelles en fin de période	21 792	49 644

(1) En 2022, imputation sur les écarts d'acquisition des écritures du PPA d'Anytime et de la revue des earn-out ;

(2) Correction liée à des immobilisations incorporelles incorrectement comptabilisées comme des immobilisations corporelles en 2021 ;

(3) En 2023, perte de valeur liée à la campagne de test de dépréciation à hauteur de 42 millions d'euros (en valeur brute et avant effet impôt différés) et portant sur la totalité du projet One Bank.

Décomposition des immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	2022	2023			
	Total	Acquisitions	Transferts (1)	Pertes de valeur	Total
Logiciels	220 517	29 690	8 377	-42 012	216 572
Relation clientèle	1 182	-	-1 182	-	-
Fonds de commerce	850	-	-	-850	-
Ecarts d'acquisition	3 925	-	-3 583	-342	-
Valeur brute	226 474	29 690	3 611	-43 203	216 572
Amortissements cumulés	-176 829	-17 951	-	-	-194 780
Valeur nette	49 644	11 740	3 611	-43 203	21 792

(1) Retraitements de l'exercice 2022

Note 11. – Capitaux propres

11.1. – Evolution du capital

Aux termes des décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mai 2023, le Capital Social du Groupe a été augmenté de 100 millions d'euros par l'émission de 100 millions d'actions nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune, intégralement souscrites par le Groupe Orange, via sa filiale Orange Participations.

Le 22 décembre 2023, Orange Participations a souscrit à une seconde augmentation de capital de 100 millions d'euros, conformément aux décisions de l'Assemblée générale tenue le 21 décembre 2023.

Au 31 décembre 2023, le capital social de la société, sur la base du nombre d'actions émises à cette date, s'établit à 888 millions d'euros, divisé en 888 millions d'actions ordinaires d'un nominal de 1 euro.

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Groupe Orange (via Orange Participations)	888 000	688 000
Groupe Groupama (via Cofintex 17)	-	-
Total actions	888 000	688 000

11.2. – Distributions

Néant

11.3. – Résultat par action

Principes comptables

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué :

- le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires du Groupe, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice ;
- le résultat dilué est calculé à partir du même résultat net, corrigé du coût financier des instruments dilutifs de dette. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation sur la période.

Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base.

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Résultat net de l'ensemble consolidé	-302 850	-187 738
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Résultat net utilisé pour le calcul du résultat par action de base (a)	-302 850	-187 738
Effets des instruments dilutifs	-	-
Résultat net utilisé pour le calcul du résultat par action dilué (b)	-302 850	-187 738

(En nombre d'actions moyen pondéré.)	2023	2022
Actions ordinaires en circulation (c)	749 643 836	553 616 438

(En euros.)	2023	2022
Résultat par action de base (a)/(c)	-0,40	-0,34
Résultat par action dilué (b)/(c)	-0,40	-0,34

Note 12. – Autres charges générales

Principes comptables

Le Groupe enregistre les frais administratifs en charges en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent et du rythme de consommation de ces prestations.

La charge relative aux Impôts et versements assimilés est comptabilisée uniquement lorsque survient le fait générateur prévu par la législation. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive d'une activité, la charge est comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Enfin, si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un seuil, la charge n'est enregistrée que lorsque le seuil est atteint.

Les Impôts et versements assimilés incluent toutes les contributions prélevées par une autorité publique, parmi lesquelles figurent les cotisations versées au Fonds de Résolution Unique et au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution et les contributions pour frais de contrôle des autorités de contrôle qui sont comptabilisées en résultat au 1^{er} janvier de l'exercice. La contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S), calculée sur l'assiette des revenus de l'exercice précédent, est comptabilisée intégralement en résultat au 1^{er} janvier de l'exercice en cours.

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Impôts et taxes d'exploitation	-6 567	-1 153
Services extérieurs	-107 970	-116 430
Autres charges diverses d'exploitation	-7 775	13 002
Dotations provisions pour risques	-45	-984
Reprises provisions pour risques	708	8 337
Autres charges générales d'exploitation	-121 648	-97 229

Note 13. – Litiges

Orange Bank fait l'objet d'un contentieux historique où les demandeurs réclament au total environ 310 millions d'euros au titre du préjudice financier qu'ils prétendent avoir subi. Considérant ces réclamations non fondées et suivant les préconisations de ses conseils juridiques en les contestant fermement, Orange Bank n'a comptabilisé aucune provision. La cour d'appel de Paris a rendu son arrêt le 24 janvier 2024. Aux termes de cet arrêt, la cour d'appel de Paris a fait droit à l'argumentation d'Orange Bank, notamment en déboutant les consorts A de l'intégralité de leurs demandes à l'encontre d'Orange Bank. Les consorts A ont formé un pourvoi en cassation, enregistré le 29 mars 2024, à l'encontre de l'arrêt de la cour d'appel de Paris.

Note 14. – Transactions avec les parties liées

Principes comptables

La norme IAS 24 requiert une information sur les parties liées. Une transaction entre parties liées est un transfert de ressources, de services ou d'obligations entre une entité présentant les états financiers et une partie liée, sans tenir compte du fait qu'un prix soit facturé ou non.

Les transactions significatives réalisées avec le Groupe Orange sont :

- la rémunération du réseau Orange commercialisant l'offre d'Orange Bank ;
- la refacturation à due concurrence des campagnes de promotion publicitaire nationales organisées par Orange afin d'assurer une cohérence globale de celles-ci ;
- la facturation des prestations par Orange en sa qualité d'opérateur téléphonique pour Orange Bank ;
- la souscription par Orange d'un titre subordonné de 27,4 millions d'euros le 4 octobre 2021.

Ces transactions sont réalisées aux prix de marché.

Note 15. – Engagements contractuels non comptabilisés

Principes comptables

Engagements de financement

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments financiers dérivés, ni évalués en juste valeur par résultat au titre d'une activité de transaction, sont initialement comptabilisés à leur juste valeur ; Conformément aux principes comptables relatifs au provisionnement de risque de crédit, les engagements de financement et les garanties financières donnés, font systématiquement l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour perte de crédit attendue. Ces dépréciations et provisions sont enregistrées dès l'octroi des prêts, la conclusion des engagements ou l'acquisition des titres obligataires, sans attendre l'apparition d'une indication objective de dépréciation

Engagements de garantie

Le Groupe inscrit initialement à son bilan les garanties financières données, considérées comptablement comme des instruments financiers non dérivés, pour leur juste valeur. Elles sont évaluées ultérieurement au montant le plus élevé entre le montant de l'obligation et le montant initialement enregistré diminué le cas échéant de l'amortissement cumulé de la commission de garantie. En cas d'indication objective de perte de valeur, les garanties financières données font l'objet d'une provision au passif du bilan (voir Note 5.8).

Engagements sur titres

Les achats et les ventes de titres classés en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat », en « Titres de dettes » et en « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres » sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison. Entre

la date de négociation et la date de règlement-livraison, les engagements sur titres à recevoir ou à livrer ne sont pas enregistrés au bilan. Les variations de juste valeur des titres en juste valeur par résultat et des titres disponibles à la vente entre la date de négociation et la date de règlement-livraison sont enregistrées en résultat ou en capitaux propres en fonction de la classification comptable des titres concernés.

Au 31 décembre 2023, Orange Bank n'a pas, à sa connaissance, contracté d'engagements susceptibles d'avoir un effet significatif sur sa situation financière actuelle ou future en dehors de ceux mentionnés dans la présente note.

15.1. – Engagements donnés

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Engagements de financement	16 764	52 351
En faveur d'établissements de crédit	-	-
En faveur de la clientèle	16 764	52 351
Engagements de garantie	4 685	5 264
Donnés aux établissements de crédit	2 760	3 274
Donnés à la clientèle	1 925	1 990
Engagements sur titres	-	-
Titres à livrer	-	-
Autres engagements	126 346	725 705
Valeurs données en garantie	126 346	725 705
Engagements douteux	7	7
En faveur de la clientèle	7	7
Total	147 801	783 327

L'évolution 2022/2023 est principalement la conséquence du remboursement du TLTRO opéré en juin 2023, pour laquelle des titres ont été apportés en garantie à la BCE.

15.2. – Engagements reçus

(En milliers d'euros.)	2023	2022
Engagements de financement	850 000	-
Reçus d'établissements de crédit	450 000	-
Reçus de la clientèle	400 000	-
Engagements de garantie	899 733	1 008 651
Reçus d'établissements de crédit	834 965	932 733
Reçus de la clientèle	64 769	75 918
Engagements sur titres	-	-
Titres à recevoir	-	-
Total	1 749 733	1 008 651

Dans le cadre de sa stratégie de refinancement, Orange Bank bénéficie d'un engagement de financement émis par Orange SA à hauteur de 400 millions, ainsi qu'un engagement de 450 millions d'euros auprès d'un établissement de crédit.

Note 16. – Honoraires des Commissaires aux comptes

Les montants des honoraires de Commissariat aux Comptes, inscrits en résultat dans les comptes des différentes entités du Groupe (selon les lettres de mission signées), se décomposent comme suit :

— Des honoraires d'audit au titre de l'exercice 2023

- CFOB : 101 milliers d'euros hors taxes, répartis à parts égales entre les cabinets Deloitte et KPMG ;
- Orange Bank France : 679 milliers d'euros hors taxes, répartis à parts égales entre les cabinets Deloitte et KPMG ;
- Orange Bank Espagne : 87 milliers d'euros hors taxes pour le cabinet Deloitte ;
- Anytime : 27milliers d'euros hors taxes pour le cabinet KPMG ;
- FCT Orange Bank Personal Loans 2020 : 8 milliers d'euros pour le Cabinet PWC.

- Des honoraires d'audit au titre de l'exercice 2022, payés en 2023
 - Des travaux complémentaires sur les comptes statutaires et les comptes consolidés : 88 milliers d'euros pour le cabinet Deloitte et 88 milliers d'euros pour le cabinet KPMG.
 - Une mission sur l'entrée d'Orange Bank dans le périmètre PCAOB : 154 milliers d'euros pour le cabinet Deloitte et 101 milliers d'euros pour le cabinet KPMG.
- Une mission complémentaire
 - Une intervention du cabinet Deloitte pour des mises en place en matière de protection des avoirs : 8 milliers d'euros pour le cabinet Deloitte.

Note 17. – Informations relatives aux risques

17.1. – Stratégie de gestion du risque

La Compagnie Financière d'Orange Bank dispose de son propre dispositif de gestion des risques conformément à la réglementation bancaire. Au titre de cette réglementation, Orange Bank est soumise à la surveillance de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et doit respecter à tout moment une exigence de fonds propres lui permettant de faire face aux risques liés à son activité.

Les activités de la Compagnie Financière d'Orange Bank l'exposent à la plupart des risques définis par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la Banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'ACPR. Parmi ces risques, les plus significatifs sont :

- risque de crédit et de contrepartie : risque de perte encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire ;
- risque de liquidité : risque pour Orange Bank de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ;
- risque de taux : risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché ;
- risque opérationnel : risque résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs y compris à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort risque de perte. Le risque opérationnel inclut les risques de fraude interne et externe et le risque informatique ;
- risque de non-conformité : risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières.
- risque de concentration : risque découlant d'une exposition trop importante à une contrepartie, à un ensemble de contreparties opérant dans le même secteur économique ou la même zone géographique, ou de l'application de techniques de réduction du risque de crédit, notamment de sûretés émises par un même émetteur ;
- risque de marché : risque de perte dû aux variations de prix des produits de marché.

La taille de la Banque et son profil de risque modéré ont conduit au choix des méthodes standards s'agissant de l'application du règlement n°575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013.

La Compagnie Financière d'Orange Bank n'intervient pas sur des produits complexes. Pour les opérations de marché, la direction des risques définit, d'une part, les limites mises en œuvre et contrôlées et, d'autre part, la qualité des signatures autorisées.

Par ailleurs, la Banque a défini et teste régulièrement son dispositif de continuité d'activité. Elle a mené une action aussi complète que possible d'identification et d'évaluation de ses risques opérationnels, dont elle suit également les occurrences.

Dans le respect de la réglementation, et notamment des titres IV et V de l'arrêté du 3 novembre 2014, le Comité de Direction de la Banque fixe, sur proposition de la direction des risques, la politique de risque de l'établissement qui est formalisée à travers le cadre d'appétence aux risques et est garant de sa correcte mise en œuvre.

La direction des risques procède, par ailleurs, à l'analyse et à la surveillance des risques, effectue les contrôles nécessaires et les reportings dans plusieurs comités : Comité des crédits (gestion du risque de crédit et contrepartie), Comité des risques et des contrôles (gestion des risques opérationnels), Comité Sécurité Financière et Conformité (gestion du risque de non-conformité), Comité ALM (gestion des risques de marché, de taux et de liquidité) et Comité de Direction.

17.2. – Évaluation des fonds propres nécessaires pour couvrir le risque de crédit

Dans le cadre du Pilier 2, la Compagnie Financière d'Orange Bank pilote et contrôle ses risques selon une méthode adaptée à son modèle d'activité (gouvernance, fixation de limites d'appétence et opérationnelles, cartographie et évaluation des risques, etc.). Elle utilise une approche standard en ce qui concerne l'exigence en capital au titre du règlement n°575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013.

En outre, la Banque adopte une politique prudente en matière de provisionnement conformément à la réglementation IFRS 9.

La Compagnie Financière d'Orange Bank est tenue de respecter une exigence de fonds propres globale de 15,5 % incluant un coussin au titre du P2R de 2 %, un coussin au titre du P2G de 2,5 % et un coussin contra cyclique de 0,50 % depuis avril 2023.

L'allocation des fonds propres de la Banque est déterminée en fonction des perspectives de développement des activités dans le cadre des évolutions prévues dans le business plan.

Après prise en compte de la consommation réglementaire prévisionnelle au titre des activités de crédit et au titre du risque opérationnel généré par l'ensemble des activités, la Compagnie Financière d'Orange Bank alloue une partie des fonds propres aux autres risques auxquelles elle est exposée comme notamment le risque de taux ou le risque business.

Concernant le capital alloué à la gestion de la trésorerie, le département gestion du bilan opère dans le respect des limites accordées et avec les restrictions suivantes : les contreparties bancaires et États souverains doivent être notés a minima BBB et les Corporate doivent être notés a minima BBB-.

17.2.1. – Modalités de contrôle

Mensuellement, les encours pondérés sont calculés et communiqués au Comité ALM. Si les besoins sont supérieurs à l'allocation prévisionnelle définie, la Direction Générale peut être amenée à revoir l'allocation des fonds propres ou le plan de développement commercial (production de crédits future).

17.2.2. – Niveau de capital interne et simulations de crise

Des scénarios de crise sont simulés et mis à jour annuellement dans le cadre des simulations ICAAP/ILAAP qui concernent les différentes catégories de risque : opérationnel, crédit, liquidité, taux, commercial. En outre, la Compagnie Financière d'Orange Bank met à jour annuellement son cadre d'appétence aux risques ainsi que son plan préventif de rétablissement.

17.3. – Risque de crédit

Le dispositif global de maîtrise et de gestion des risques de crédit est sous la responsabilité du département risques financiers chargé de procéder à l'analyse et à la surveillance du risque de crédit et d'effectuer les contrôles nécessaires et les reportings à destination du Comité des risques de crédit, du comité des engagements sensibles et provisions et du Comité de Direction. Ce département peut préconiser des ajustements de politique crédit en fonction de l'évolution du niveau de risque observé et des anticipations au niveau de l'environnement économique et réglementaire.

17.3.1. – Dispositif de sélection des opérations

Ce dispositif, validé par le Comité de Direction de la Banque, est décrit dans une procédure générale permanente « politique de risque de crédit » qui reprend par type de clientèle l'offre proposée, les modalités de sélection des clients et les règles d'octroi des crédits.

17.3.2. – Éléments d'analyse de l'évolution des marges

La marge d'intermédiation des activités de la Banque donne lieu à un suivi régulier communiqué aux membres du Comité de Direction dans le cadre du comité taux.

17.3.3. – Définition des limites

Les limites définies par la direction des risques s'appliquent aux activités de placement dans le cadre de la gestion de la trésorerie. L'engagement pris vis-à-vis d'une contrepartie non retail est alors matérialisé par une autorisation et ne peut s'envisager qu'à l'intérieur de limites et en suivant des règles de diversification des risques.

Plusieurs types de limites sont ainsi définis :

- les limites individuelles en montant par type de contrepartie : ces limites individuelles par contrepartie (ou client) s'apprécient au sens de « groupe client » (une maison mère et ses filiales seront ainsi considérées comme un seul « groupe client ») ;
- les limites de montants par type de clientèle et produits : ces limites s'apprécient en agrégeant l'ensemble des engagements sur un même type de client et pour un même type de produits (par exemple tous les engagements de bilan sur un secteur économique). Ces limites sont révisées a minima annuellement et plus souvent si nécessaire. Elles sont examinées par le Comité des engagements et soumises à la décision de la Direction Générale. Elles sont fixées en montant brut, c'est-à-dire sans tenir compte des éventuelles garanties fournies par la contrepartie. Elles peuvent

être revues à tout moment si les circonstances le justifient, principalement une modification de la stratégie de la Banque définissant une nouvelle allocation des encours par type de clientèle.

Par ailleurs, la Banque s'assure du respect des limites réglementaires des grands risques fixées dans la quatrième partie du règlement 575/2013 du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013.

17.3.4. – L'atténuation du risque de crédit

Bien que la banque octroie principalement des crédits à la consommation non garantis, la politique de risque de crédit définit, par type de crédit et par type de clientèle, la nature et le niveau des garanties à constituer, afin de réduire son exposition au risque.

Les garanties et sûretés sont prises en compte pour leur valeur économique et concernent principalement les crédits en gestion extinctive et le portefeuille habitat couvert par Crédit Logement. La capacité de l'emprunteur devant être avant tout constituée par ses flux de revenus, ces garanties et sûretés ne sont pas acceptées en tant que source de remboursement.

17.3.5. – Surveillance et maîtrise des risques de crédit

Afin de permettre un pilotage réactif du risque de crédit, le Comité des risques de crédit se réunit chaque mois dans le but :

- d'effectuer le suivi du risque par mois de production ;
- d'effectuer le suivi des encours, des limites, des garanties ;
- d'effectuer le suivi de la performance du recouvrement ;
- d'examiner les constats et recommandations de la direction des risques suite à l'analyse de la charge du risque.

Le Comité des engagements sensibles et des provisions, se réunit chaque trimestre afin :

- de procéder à la revue de tous les engagements sensibles ;
- d'examiner les dossiers douteux et de décider éventuellement du passage en contentieux et du niveau de provisionnement ;
- de mettre à jour périodiquement les taux de provisionnement statistiques des encours de la clientèle de détail.
- revoir annuellement les scénarii macro-économiques et valider les propositions d'ajustement de la composante « forward looking » des modèles de provisionnement statistiques.

17.3.6. – Déclassement et provisionnement des créances douteuses et provisions sur encours sains dégradés

Conformément aux exigences réglementaires notamment l'entrée en vigueur des guidelines EBA, la Banque a fait évoluer sa définition du défaut à compter du 1^{er} janvier 2021.

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 9, la Compagnie Financière d'Orange Bank a développé des modèles de PD et de LGD permettant d'estimer l'Expected Credit Loss sur les crédits à la consommation et sur les découverts bancaires. Sur les autres portefeuilles, compte tenu du faible effectif de défaut, des taux historiques de PD sont utilisés ainsi que des LGD à dire d'expert.

La Compagnie Financière d'Orange Bank réalise annuellement un backtesting de son modèle statistique et procède à un recalibrage des paramètres lorsque nécessaire.

17.4. – Risque de concentration

L'activité de la Banque étant essentiellement tournée vers la clientèle de détail, la Banque est naturellement peu exposée au risque de concentration. Cependant, la politique de risque de crédit de la Banque définit des montants maximaux par type de clientèle.

Le risque de concentration principal pour la Compagnie Financière d'Orange Bank concerne le portefeuille habitat garanti par Crédit logement (835 millions d'euros au 31 décembre 2023). En second lieu, la banque est aussi exposée via ses placements de trésorerie sur des expositions souveraines (Etat Français pour 124 millions d'euros puis Etat Espagnol pour 5 millions d'euros).

17.4.1. – Dispositif de limites d'exposition par zone géographique

Pour les marchés hors trésorerie, la clientèle financée est localisée en France ou en Espagne.

Le marché de la trésorerie est soumis à un dispositif de limites par type de contrepartie : banque, « corporate », organisme supranational, collectivité locale ou Etat.

Un suivi strict des expositions par zone géographique est en place et fait l'objet d'une présentation dans le tableau de bord des risques, en Comité des risques de crédits et en comité ALM pour les opérations de placement.

17.5. – Risques de marché

La Banque n'effectue pas d'opérations de marché pour compte propre et n'a pas de position sur le marché des actions. Au 31 décembre 2023, la Compagnie Financière d'Orange Bank n'est pas exposée au risque de change, ses activités étant toutes situées dans la zone euro.

17.5.1. – Fixation des limites

Le Comité ALM est informé mensuellement des systèmes de mesure des risques et des résultats, de la fixation des limites et de leur respect. Il est également informé mensuellement de tout événement de nature à modifier le niveau de risque de la Banque.

Les limites applicables aux opérations de la gestion de bilan sont révisées a minima annuellement et plus souvent si nécessaire par la direction des risques et validées par le Comité des engagements.

17.6. – Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux est suivi au travers de différents gaps de taux, en statique ou en dynamique et par des calculs de sensibilité de la VAN du bilan et du résultat encadrés par des autorisations de risques spécifiques.

En outre, le Comité ALM suit également d'autres stress scénarios de taux sur la VAN du bilan imposés par l'IRRBB : Parallel shock up (+ 200bps), Parallel shock down (- 200bps), Steepener shock (short rates down and long rates up), Flatteners shock (short rates up and long rates down), Short rates shock up (+ 250bps), Short rates shock down (- 250bps).

17.7. – Risque d'intermédiation

La Compagnie Financière d'Orange Bank n'opère plus depuis 2020 dans le domaine de la tenue de compte conservation. Au 31 décembre 2023, la Compagnie Financière d'Orange Bank n'est plus exposée au risque d'intermédiation.

17.8. – Risque de règlement

Le service pilotage des flux contrôle en temps réel les dénouements auprès des organismes de place sur la base des annonces qui lui sont faites par les services opérationnels (back-office trésorerie, moyens de paiement). La Banque est en mesure d'évaluer à tout moment les ressources titres ou espèces directement mobilisables lui permettant de respecter ses engagements. Elle dispose en effet de titres mobilisables auprès de la Banque de France lui permettant de mettre en place des opérations de pension afin d'assurer la liquidité intraday, voire overnight.

17.9. – Risque de liquidité

La politique de gestion du risque de liquidité consiste à faire en sorte que la Compagnie Financière d'Orange Bank soit à tout moment en mesure d'honorer ses engagements vis à vis de la clientèle, de satisfaire aux normes prudentielles, de maintenir au niveau le plus faible le coût de son refinancement et de faire face à d'éventuelles crises de liquidité.

La taille et la nature du bilan de la Banque ainsi que la variété des sources de financement exposent raisonnablement la Compagnie Financière d'Orange Bank au risque de liquidité. Les principales sources de financement auxquelles la banque a recours sont ses fonds propres, les comptes à vue et comptes sur livrets, les dépôts à terme (corporate ou retail via la plateforme Raisin), les émissions de dette sur les marchés financiers et enfin la participation aux opérations de refinancement moyen / long terme de la Banque Centrale Européenne. La Banque a par ailleurs procédé en 2020 à une opération de titrisation autoportée du portefeuille de crédits à la consommation (Désirio) et dispose d'un portefeuille de titres éligibles à la Banque Centrale, qui lui permet de se financer à court terme.

17.10. – Risques opérationnels

La taille et le profil de risque modéré de la Compagnie Financière d'Orange Bank l'ont conduite à utiliser la méthode standard pour le calcul du besoin en capital lié aux risques opérationnels.

La politique de gestion des risques opérationnels de la Banque s'inscrit dans le cadre des choix stratégiques et de maîtrise de l'ensemble de ses risques par la Banque (approche globale des risques), dans le respect des réglementations applicables et de la prise en compte des « saines pratiques pour la gestion et la surveillance des risques » définies par le Comité de Bâle. Elle intègre par ailleurs la prise en compte du risque d'atteinte à la réputation.

La politique de gestion des risques opérationnels repose sur l'identification des risques inhérents à chaque activité (approche Bottom-up), l'évaluation périodique de leur criticité pour la Banque (cartographie des risques opérationnels et modélisation de scénarios) et une démarche de recensement des incidents avérés qu'ils aient généré ou non une perte financière. Ce dispositif est complété par un dispositif de reporting et d'alerte associé à une démarche d'amélioration des processus pour une meilleure maîtrise des risques. Le cadre de pilotage et de maîtrise des risques opérationnels est complété par des analyses des risques régulières et un suivi rapproché des externalisations importantes et critiques.

La politique de gestion des risques opérationnels dans son ensemble est régulièrement revue par le Comité de Direction. Un ensemble de procédures, mis à disposition du personnel, encadre la démarche de cartographie des risques, les obligations en matière de recensement et de traitement des incidents opérationnels et les règles d'élaboration et de communication des reportings.

La Compagnie Financière d'Orange Bank est exposée à plusieurs types de risques opérationnels dont les principaux sont :

- risques liés à l'exercice de son cœur de métier : les erreurs d'exécution sont source de risque opérationnel et le recours important aux technologies de l'information expose la banque au risque informatique ainsi qu'aux risques de sécurité des systèmes d'information ;
- risques liés à son modèle d'organisation : la Banque externalise une partie de ses activités, s'exposant ainsi aux risques de non-continuité d'activité et de non-conformité des prestations fournies ;
- risques liés à son modèle de distribution : la Banque fait appel à des distributeurs IOBSP ou distribue ses produits par internet ce qui l'expose au risque de non-conformité, à la fraude et au blanchiment d'argent.

17.10.1. – Dispositif de collecte des incidents

Un processus de collecte des incidents opérationnels subis par la Banque est en place. Il vise à recenser au fil de l'eau et sous un format homogène l'ensemble des incidents opérationnels de la Banque. La déclaration des incidents est effectuée par l'ensemble des collaborateurs de l'établissement. Les incidents opérationnels sont recensés dès leur détection, qu'ils aient ou non un impact financier (pas de seuil minimum de déclaration) dans un outil dédié permettant par ailleurs de suivre les plans d'action associés.

17.10.2. – Programme d'assurance

La Compagnie Financière d'Orange Bank a mis en place un programme d'assurance validé par le Comité de Direction. Ce programme prend en compte les standards de la place en matière de couverture responsabilité civile professionnelle, responsabilité civile d'exploitation, responsabilité civile professionnelle pour l'activité de courtage d'assurance, « globale de banque », « perte d'activité bancaire » et risque cyber.

17.11. – Plan de Continuité des Activités

Le Plan d'Urgence et de Poursuite d'Activité (PUPA) est organisé autour de plusieurs dispositifs, notamment :

- la mise en œuvre d'une cellule de crise ;
- le back-up des systèmes informatiques ;
- le recours au télétravail massif.

Ce dispositif fait l'objet d'une mise à jour régulière et de simulations y compris en impliquant le Comité de Direction de la Banque.

Note 18. – Autres informations

18.1. – Informations relatives aux implantations dans les états ou territoires non coopératifs

L'article L.511-45 du Code Monétaire et Financier et les dispositions prévues à l'article 1^{er} du décret n° 2014-1659 du 29 décembre 2014 imposent aux établissements de crédit de publier les informations relatives à leurs implantations et leurs activités dans les états ou territoires non coopératifs au sens de l'article 238-0 du Code Général des Impôts et agrégées à l'échelle de ces états.

Le Groupe ne dispose d'aucune activité dans les états ou territoires non coopératifs au 31 décembre 2023.

VII. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons établi en date du 15 mai 2024 un rapport dit « de carence » dans lequel nous vous signalions que nos rapports n'avaient pas pu être mis à votre disposition dans le délai prescrit par l'article R. 225-89 du Code de commerce, certaines informations et éléments nécessaires à leur établissement nous ayant été communiqués tardivement.

Nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes consolidés.

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Compagnie Financière d'Orange Bank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Provisionnement risque de crédit

Votre groupe comptabilise des dépréciations et provisions pour couvrir le risque de crédit inhérent aux activités de ses filiales consolidées, Orange Bank et le FCT Orange Bank Personal Loans 2020, en suivant les principes décrits dans la note 5.8 « Dépréciations des actifs financiers » de l'annexe aux comptes consolidés.

Les dépréciations pour pertes attendues des crédits à la consommation et des comptes à vue sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par le groupe intégrant différents paramètres (probabilité de défaut, perte en cas de défaut, données prospectives, etc.). Les dépréciations attachées aux crédits immobiliers et aux autres types de crédits sont déterminées à dire d'expert, en fonction des flux futurs recouvrables estimés en tenant compte des garanties disponibles.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner et tester le dispositif de contrôle mis en place par la direction pour assurer le suivi des risques de crédit, identifier les risques de non-recouvrement et déterminer les dépréciations destinées à couvrir ces risques. Nous nous sommes assurés que le calcul des dépréciations au 31 décembre 2023 intégrait bien les paramètres des modèles revus et approuvés par le management. Pour les provisions déterminées à dire d'expert, nous avons réalisé, pour un échantillon de dossiers, des analyses contradictoires des montants estimés.

Estimation des risques liés aux litiges significatifs

Orange Bank, filiale consolidée de votre société, est engagée au 31 décembre 2023 dans un litige significatif comme indiqué dans la note 13 « Litiges » de l'annexe aux comptes consolidés. La direction considère les réclamations formulées à l'encontre d'Orange Bank comme non fondées ; elle n'a donc constitué aucune provision dans ses comptes à l'exception d'une provision couvrant les frais de défense de la banque.

Nous avons pris connaissance de l'évolution de ce litige au cours de l'exercice. Nous avons obtenu et examiné la note émise par les avocats reflétant leur appréciation des risques encourus par votre société dans le cadre de cette procédure au 31 décembre 2023 et analysé la cohérence de la position retenue par votre société en matière de provisionnement avec l'évaluation des risques formulée par les avocats.

Conséquences comptables du projet de retrait du groupe Orange des activités de banque de détail en France et en Espagne

Comme détaillé dans le paragraphe « Projet de cessation d'activité de la société » de la note 1.2 « Faits marquants de l'exercice 2023 » de l'annexe aux comptes consolidés, le 28 juin 2023, Orange SA a annoncé son intention de se retirer du marché de la banque de détail en France et en Espagne.

Dans ce contexte, comme indiqué dans le paragraphe « Lancement d'un plan de sauvegarde de l'emploi » de la même note, Orange Bank a initié en septembre 2023 une procédure d'information-consultation des instances représentatives du personnel dans le cadre de laquelle a été négocié un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (« PSE ») qui a abouti à la signature d'un accord collectif en date du 17 janvier 2024.

Ce plan a fait l'objet d'une provision à hauteur de 122 millions d'euros au 31 décembre 2023. Par ailleurs, Orange Bank a procédé à la revue des avantages économiques futurs susceptibles d'être générés par les éléments d'actif à son bilan et dans ce cadre a déprécié les actifs incorporels liés au projet OneBank à hauteur de 42 millions d'euros sur l'exercice 2023 comme indiqué dans le paragraphe « Constatation d'une perte de valeur sur le projet OneBank » de l'annexe aux comptes annuels.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives, nous avons apprécié l'existence d'un fait générateur conduisant à la constitution de cette provision et de cette dépréciation, nous avons revu les modalités de calcul et les hypothèses retenues pour la détermination de la provision pour restructuration, nous avons apprécié la documentation relative à l'absence de perspectives d'utilisations ou de cessions identifiées par la Banque en date de clôture ayant conduit à la décision d'Orange Bank de déprécier les actifs relatifs au projet OneBank dans leur intégralité. Enfin, tant pour la provision pour restructuration que pour la dépréciation du projet OneBank, nous avons réconcilié les montants estimés par la direction avec ceux qui ont été comptabilisés et avons apprécié le caractère adéquat de l'information financière qui en est donnée dans l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise
relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 29 mai 2024
Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Guillaume MABILLE

Deloitte & Associés
Charlotte VANDEPUTTE

VIII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse du siège social.